parti pris

vol. 3, no 10 — mai 1966 — 60 cents

le b.a.e.q.

textes de:

gabriel gagnon — bertrand lebel

roger guy — jean-marc piotte

les chroniques de

trudel, maheu, godin, euvrard, straram

et nos marginales

LE MARQUIS DE SADE

OEUVRES COMPLÈTES

JUSTINE II OU LES MALHEURS DE LA VERTU

Avec préface de R. Hamel, Directeur du Centre de Documentation des Lettres can.-françaises

Un événement important dans l'édition canadienne et dans la vie intellectuelle du Québec.
LES EDITIONS DU BELIER présentent, à prix populaire l'oeuvre complète du MARQUIS DE SADE "JUSTINE".
Le nom seul invite à la controverse; banni, emprisonné, de Sade fut sans contredit un des rares écrivains a pénétrer dans les profondeurs de l'âme humaine.
Un classique de la littérature française longtemps interdit, enfin édité par les EDITIONS DU BELIER.

LES EDITIONS DU BELIER
7336, St-Hubert, Montréal P.Q.

S.V.P. m'envoyer, FRAIS DE PORT PAYES, MARQUIS DE SADE, JUSTINE II, je suis âgé de plus de 21 ans, j'inclus mon chèque (ou mandat poste) de $2.00.

NOM .....

ADRESSE .....

.....

VILLE ..... PROV. .....

Commandez directement aux EDITIONS DU BELIER et économisez, 418 pages, $2.00 seulement, quantité limitée, hâtez-vous !

sommaire

les élections : naissance d'une alternative 2
éditorial

le b.a.e.q. : socialisme ou néo-capitalisme ? 4
gabriel gagnon

l'action 6
roger guy

notes sur l'animation sociale au b.a.e.q. 18
bertrand lebel

l'esquisse d'un plan incertain 29
gabriel gagnon

l'option politique du b.a.e.q. 46
jean-marc piotte

chroniques

chronique des partis 52
jacques trudel

chronique du laïcisme 54
pierre maheu

chronique du colonialisme quotidien 56
gérald godin

"crise à parti pris !" 59
gérald godin

(sur)vivre aux u.s.a. 61
michel euvrard

interprétations de la vie quotidienne 66
patrick straram

marginales 72

parti pris

vol. 3, no 10 mai 1966

revue politique et culturelle
paraît chaque mois
sur 80 pages

●

rédaction et administration :
C.P. 149, station "N"
Montréal 18, Québec

●

éditeur :
la coopérative d'éditions
parti pris

●

comité de rédaction :
paul chamberland
jan depocas
gabriel gagnon
michel guénard
pierre maheu
gaston miron
patrick straram
jacques trudel

●

abonnements :
milischka ryerson

●

comptabilité :
thérèse major

●

distributeurs :
Montréal : distributions Laval Ltée, 290 boulevard Pie IX

Québec: Agence Provinciale (Québec) inc., 226 est, Christophe-Colomb

Hull : Librairie Libre, 130, rue de l'Hôtel-de-Ville

●

La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés.
Reproduction interdite sans autorisation.

●

le numéro : 60 cents
12 numéros : $6.00

éditorial

les élections : naissance d'une alternative

A l'heure où nous écrivons ces lignes, la campagne électorale vient de s'engager. Il y a quelques jours, les journaux publiaient à pleines pages des appels d'offres pour le revêtement d'asphalte de toute une série de routes. On est en pays familier, quoi. Les deux grands partis ont présenté des programmes, qui valent ce qu'ils valent, plus ou moins ambigus, plus ou moins tranquilles. Aux étudiants qui lui soulignaient les lacunes évidentes du programme de son parti, M. Lévesque répliquait en parlant de réalisme : il faut respecter la réalité établie, et le parti au pouvoir la connaît bien, puisqu'il connaît les "dossiers", de dire M. Lévesque. Mettez-vous la démocratie où je pense, les dossiers sont rois. On continuera de donner les fôrêts et les mines aux grandes compagnies américaines, car les dossiers disent qu'elles seraient fâchées si on les redonnait aux Québécois. Et si un dossier ne fait pas l'affaire, le rapport Parent par exemple, eh bien qu'à cela ne tienne, on s'arrangera pour n'avoir "pas reçu" ce dossier-là. Le peuple ne connaît rien, il est "non-instruit", la chose publique, ce n'est pas son affaire. Le peuple, qu'il se contente de se faire chanter sur tous les tons le même refrain d'un nationalisme sans contenu social et économique. Ça lui en met plein les yeux, et durant ce temps-là, le néo-capitalisme établit son empire en toute quiétude.

Nous avions un gouvernement, un capitalisme et un patronage de broche à foin. Aujourd'hui, cela est changé. Le néo-capitalisme et la

production de masse exigent un gouvernement mieux intégré : nous avons un gouvernement mécanographique, un capitalisme de cerveaux électroniques, et un patronage officialisé. Personne ne se cache plus pour donner des ristournes à son petit cousin entrepreneur en voirie. Cela est d'un autre âge. Aujourd'hui, les deux grands partis annoncent officiellement qu'ils aideront l'entreprise privée. Réductions de taxes, droits minimes, etc., ne sont que le commencement. M. Simard, membre du conseil d'administration de la SGF pourra allègrement s'acheter à soi-même Marine Industries, avec les fonds publics, cela est normal et tout ce qu'il y a de plus légal. Et le gouvernement assurera tous les secteurs non rentables, voirie, hydro, éducation, expositions internationales, acier, etc., pour fournir à la grande entreprise l'infrastructure économique dont elle a besoin pour se développer. Et le capital, réciproquement, soutiendra fidèlement ce régime si généreux. Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, et le gouvernement révolutionnaire-tranquille sera sans doute réélu avec une confortable majorité, d'autant plus que plusieurs tiers partis se disputeront la clientèle de l'opposition.

Mais ces élections-ci ne sont pas tout à fait comme les autres. Le simulacre de démocratie passera encore une fois, sans doute, les millions danseront, et le peuple sera berné. Mais le 6 juin, il y aura quelque chose de nouveau : une véritable alternative au pouvoir des bourgeois aura été créée. Le P.S.Q. présente quelques candidats à cette élection. Il a tout ce qu'il faut pour être vraiment le parti des travailleurs : ses structures démocratiques, son financement populaire, son programme assez radical. C'est le parti d'une planification, d'une sécurité et d'une démocratie véritables. C'est aussi un parti vraiment québécois, qui prône l'autodétermination du Québec, la création d'un Etat libre du Québec dans une nouvelle entente confédérale ou par l'indépendance si nécessaire. Il ne lui manque que d'exister véritablement dans l'esprit des travailleurs. Les élections présentes lui donneront cette existence publique. Et chaque vote PSQ se multipliera aux élections suivantes.

D'autre part, le RIN présente une bonne cinquantaine de candidats. Nous avons déjà dit ce que nous pensions de son programme et de ses méthodes d'action. Le RIN n'a pas, à notre avis, ce caractère et cette conscience de classe essentiels à un parti des travailleurs, à un parti révolutionnaire ou même potentiellement révolutionnaire. Mais il n'en reste pas moins que le RIN est le parti qui a les positions les plus

claires et tranchées sur la question nationale. Il n'en reste pas moins non plus que son programme est au moins un peu plus "progressiste" que celui des libéraux. Il n'en reste pas moins qu'on y observe un certain militantisme, une participation populaire inconnue dans les vieux partis. Si le RIN fait une campagne sérieuse, s'il évite de se cantonner dans le sentimentalisme, s'il évite surtout une certaine xénophobie qu'il frôle parfois, sa propagande pourra faire progresser un peu la conscience populaire.

Quant à nous, nous voterons et nous travaillerons pour les candidats du PSQ dans les comtés où ils se présentent; dans les comtés où le RIN est présent et le PSQ non, nous voterons pour le candidat RIN (malgré tout); et ailleurs, nous annulerons notre vote, car ailleurs, ces élections seront une farce grotesque, comme d'habitude. Ces élections-ci n'auront qu'un sens : elles seront celles qui permettront la naissance d'une alternative. Elles nous donnent l'espoir que les prochaines élections, elles, seront une chose sérieuse.

parti pris / p.m.

le b.a.e.q. : socialisme ou néo-capitalisme ?

Le Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) prépare depuis juin 1963 un plan de développement économique et social pour les 326,000 habitants des neuf comtés du Bas-St-Laurent, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine.

La caractéristique la plus originale de cette entreprise c'est d'avoir voulu, grâce à l'animation sociale, associer toute la population à la préparation du plan : une structure de participation, allant du niveau

local au niveau régional, a été implantée à cette fin sur tout le territoire pilote.

Durant les derniers mois, la principale tâche proposée aux comités d'animation fut l'étude d'un ensemble de documents provisoires, intitulés "Esquisse du plan", où un certain nombre d'hypothèses de développement étaient soumises au choix de la population.

Dans quelques semaines, le 30 juin, le BAEQ disparaîtra après avoir remis son plan définitif. Ce plan sera déposé pour étude au Conseil d'Orientation Economique du Québec alors qu'il ne restera dans le territoire pilote qu'un "comité de liaison" transitoire en charge de la structure d'animation.

Puisque l'expérience du BAEQ constitue à date au Québec la seule tentative globale de planification régionale à base démocratique, nous avons cru bon de l'analyser et de la critiquer dans la perspective de l'édification d'un Québec socialiste.

Nous vous proposons d'abord une réflexion sur l'action par un ancien animateur du BAEQ : Roger Guy y éclaire les différents aspects de cette action selon qu'elle se veut réformiste, réactionnaire ou révolutionnaire.

L'article suivant fait le point sur la dimension animation. S'agit-il d'une simple propagande déguisée en faveur des solutions élaborées par les sociologues et les économistes ? Assiste-t-on au contraire à une véritable prise en charge de son avenir par une population révolutionnaire.

Après une évaluation critique des diverses solutions proposées par l'"Esquisse du plan", les deux dernières contributions tentent de cerner les limites de toute tentative de planification régionale au sein du régime néo-capitaliste dominant.

parti pris g. gg.

l'action

roger guy

L'homme d'action est souvent un romantique; c'est-à-dire qu'il ne cherche pas à éclairer ce qui le définit: l'action. D'où, la plupart du temps, son inefficacité.

Avant tout, l'action vise un objectif; et puisqu'elle vise un objectif, autant qu'elle l'atteigne. Il apparaît donc important de se faire une représentation cohérente des différentes modalités de l'action et de savoir ce que chacune peut apporter. Dans cet exposé, je propose un schéma pour une théorie de l'action, schéma qui réalise une synthèse plus ou moins fructueuse, mais dont il est possible de s'inspirer, notamment dans l'élaboration d'une stratégie. On rencontrera dans ce texte bien des simplifications; j'invite le lecteur à goûter tout le repos qu'elles procurent.

1 — définition

Pour la durée de l'exposé, le terme "action" désigne dans mon esprit l'ensemble des comportements d'un individu ou d'un groupe structuré qui visent à provoquer un changement déterminé dans une collectivité donnée. C'est donc de l'agir de l'agent de changement qu'il s'agit. Le terme peut s'entendre également dans le sens de changement opéré par une collectivité; dans ce sens, c'est le résultat de l'action de l'agent de changement qu'on désigne: c'est une acception plus sociologique du terme (1). Pour les fins de mon exposé, j'élimine cette acception.

2 — cadre dans lequel s'inscrit l'action

L'action ne s'exerce pas dans le vide, elle s'inscrit nécessairement dans un cadre; idéologique d'abord, politique ensuite. Je ne tiens pas compte ici de l'action anarchique ou du terrorisme aveugle. De même, je mets de côté, pour ne pas trop charger l'exposé, l'action des mouvements religieux ou para-religieux.

En gros, l'action peut se situer dans trois cadres idéologiques différents auxquels correspondent des philosophies politiques particulières: le

conservatisme-réactionnaire, le réformisme et la révolution. (A la rigueur, l'anarchie pourrait constituer un quatrième cadre idéologique). Il n'est pas dans mon propos de définir ces idéologies; on comprendra facilement à quoi je me réfère.

choix entre l'action révolutionnaire et l'action réformiste

Parmi les réformistes, on peut distinguer les réformistes-socialistes et les réformistes-libéraux; stigmatisons en disant que les premiers savent où ils veulent aller mais qu'ils y vont lentement, tandis que les seconds ne le savent pas mais qu'ils y vont vite.

Habituellement, on discute sur le choix entre l'action réformiste-socialiste et l'action révolutionnaire. Disons que dans le dernier cas les exigences morales sont plus lourdes à porter mais que l'homme d'action bénéficie de la netteté théorique et stratégique. Le réformiste, par contre, est sans cesse dans une situation ambiguë; parce que son action se situe dans le cadre de l'idéologie capitaliste, il est toujours empêtré dans les contradictions du système; il ne peut échapper non plus à l'incertitude en ce qui concerne les étapes à franchir et le point d'aboutissement de son action. De façon générale, il devient après peu de temps ou aboulique (absence morbide de volonté) ou activiste (l'action pour l'action); à moins qu'il ne soit happé en cours de route par l'instinct de puissance et reflue ainsi vers l'arrière-garde du système (Voilà un "statement" comme je les aime: bien frappés, ronflants et fendants).

Vis-à-vis l'action, le révolutionnaire n'a que des problèmes de stratégie; le réformiste a des problèmes de principes, sa vie est faite de dilemmes. Pour échapper à ces contradictions de principes propres à l'action réformiste, le système fait de l'action un problème de "techniques", alors qu'il s'agit d'abord d'un problème politique. C'est ainsi qu'il existe toute une école de sociologues et de "social workers" américains qui cherchent par des techniques d'action particulières à résoudre des problèmes politiques et sociaux (je parle du "Community development", du "Community Organisation", du "University settlement", etc.). Voilà pour le cadre idéologique.

cadre politique de l'action

L'action se situe également dans un certain cadre politique, (entendu dans le sens de structure), sinon c'est l'anarchie. Les réactionnaires et les réformistes se partagent habituellement les agences du gouvernement bourgeois (au Québec, les réformistes sont, par exemple, aux Richesses Naturelles ou au B.A.E.Q., et les réactionnaires se retrouvent à la Justice); ou encore ils forment des partis ou des mouvements poli-

tiques. Les révolutionaires n'ont que ce dernier choix comme cadre politique d'action (2).

Ce cadre politique est, en fait, un appareil extérieur à la collectivité. C'est lui qui permet "d'inaugurer" l'action. Dans l'action révolutionnaire, il s'agit au départ d'un noyau assez réduit d'individus partageant les mêmes convictions. Mais à mesure que l'action avance, cet appareil doit se fondre dans une organisation plus large (les travailleurs organisés), laquelle devient l'appareil et doit, idéalement, à son tour se fondre dans la masse.

Notons que le cadre politique de l'action réactionnaire et réformiste demeurera toujours un appareil extérieur à la collectivité parce que le système établi s'oppose à la diffusion du pouvoir (il y a un nommé Marx qui a dit cela avant moi). C'est ce qui explique que la structure de participation mise sur pied par le B.A.E.Q. ne peut pas vraiment fonctionner.

3 — objectifs de l'action

De façon générale lorsqu'on agit, c'est qu'on veut changer quelque chose. L'action sur une collectivité vise donc à provoquer un changement dans la situation de cette collectivité ou chez les hommes eux-mêmes. La nature du changement que l'on veut provoquer dépend — c'est une autre évidence — des intentions des initiateurs de l'action. On peut désirer un changement structural (régime économique, institutions politiques, etc.) ou un changement de mentalité (ou idéologique). L'un ne va pas sans l'autre, peut-on dire: l'un peut aller sans l'autre dans l'esprit de l'homme d'action. Et ce fait a de grandes conséquences dans l'action. Pour le révolutionnaire, son action vise ultimement à favoriser l'émergence d'hommes nouveaux. Mais cet objectif ne saura être atteint sans un changement structural préalable, lequel ne peut être l'oeuvre que d'un premier noyau d'hommes nouveaux. Le révolutionnaire cherchera donc à la fois des changements de structure et des changements de mentalité. L'élaboration d'une stratégie consiste d'abord à hiérarchiser ces objectifs: objectifs ultimes et intermédiaires, objectifs se rapportant tantôt aux structures tantôt à la mentalité.

4 — les différentes approches à l'action

L'approche, dans l'action, détermine l'existence ou la non-existence de stratégie dans cette action. L'homme d'action qui procède sans stratégie adopte une approche "par projet"; tandis que celui qui établit d'abord une stratégie adopte une approche globale. Il n'y a pas nécessairement de rapport direct entre l'approche et le cadre dans lequel se situe l'action; notons seulement que le réformiste-libéral ne peut adopter

que l'approche "par projet". (J'emprunte l'expression "par projet" au vocabulaire des économistes; il existe chez eux une théorie selon laquelle la meilleure façon de favoriser le développement économique consiste à réaliser dans une région donnée un projet d'envergure (usine, centre touristique) qui stimule l'économie de cette région sans qu'il soit nécessaire d'intervenir autrement; cette théorie s'oppose à l'idée de planification globale).

Ceux qui adoptent l'approche "par projet" invoquent l'argument qu'il est impossible de prévoir la façon dont l'évolution se fera, et qu'il n'est pas bon de planifier l'évolution. Les empiristes et les activistes, de même que la plupart des pragmatiques et des opportunistes logent à cette enseigne. L'approche globale suppose une planification de l'action dans l'espace et dans le temps. Pour être productive, cette approche exige de l'intelligence dans l'élaboration de la stratégie et de la souplesse dans l'action (pour pouvoir effectuer en cours de route les corrections nécessaires dans la stratégie). D'autre part, elle peut demander plus d'efforts et provoquer plus de tension chez l'homme d'action; mais il s'agit là d'une question d'attitude: le franchissement d'une étape peut être, en soi, aussi valable et satisfaisant que "l'atteinte" du but. Mais pour avoir cette conviction il faut posséder ce réalisme qui nous dit que l'idéal poursuivi ne peut être transposé dans l'immédiat sans ménager des étapes; il faut vouloir l'étape autant que le but, parce que sa nécessité n'est pas moindre. L'attitude contraire est une des variantes du gauchisme.

(Pour distinguer davantage, je dirais qu'il peut y avoir une troisième approche, une approche "milieu": elle serait le fait de ceux qui savent où ils vont, mais qui se laissent guider par leur flair ou par la direction du vent pour s'y rendre).

5 — les démarches de l'action

Je disais plus haut que, globalement, toute action vise un changement dans un milieu donné. Le problème de l'action se ramène donc à déterminer quelle est la meilleure façon de provoquer un changement. J'appelle "démarche de l'action" la façon qu'emprunte l'homme d'action pour provoquer le changement.

Je m'en vais donc vous révéler ce terrible secret qui vous permettra de provoquer à volonté des changements sociaux. Disons d'abord qu'il existe de nombreux points de vue là-dessus et que la psychologie sociale n'en est pas arrivée à établir un consensus. Les uns disent que les situations ne changent que si les hommes changent; les autres disent l'inverse. Autres affirmations: les hommes ne bougent que s'ils sont bottés au der-

rière, que s'ils éprouvent un malaise physique ou émotif ; seul un objet désiré (idéal, appât du gain) peut provoquer les transformations collectives ; on n'obtient rien par la force, etc.

Une chose est certaine: c'est que biologiquement ou socialement il y a toujours un stimulus à l'origine d'un mouvement. Le changement obtenu par suite de ce mouvement sera consenti ou non, profond ou superficiel, structural ou idéologique, mais il existera. Pour les hommes, les stimuli seront ressentis comme des émotions, lesquelles peuvent donc être considérées comme les ressorts du changement, chez les individus comme chez les collectivités. Les stimuli peuvent être extrêmement variés, allant de la coercition physique pure à la permissivité totale et insensée (parce qu'alors il n'y a plus de stimulus). Nous avons ainsi les deux pôles d'un continuum sur lequel nous pouvons placer tout genre de stimuli.



LES DEMARCHES DE L'ACTION

Sommairement, on peut dégager de ce continuum trois démarches qu'il est possible d'adopter dans l'action selon le type de stimuli dont on fait usage: une démarche permissive, une démarche incitative et une démarche coercitive. En fait, tout stimulus est une violence et il ne peut y avoir d'action sans stimulus. C'est donc arbitrairement qu'on peut dire d'une démarche qu'elle est permissive ou coercitive ; on se réfère alors au degré de violence inhérent à la catégorie de stimuli utilisée. Le schéma ci-dessus résume ce qui précède.

la démarche coercitive

La démarche coercitive peut prendre plusieurs formes ; la coercition peut être physique ou morale, elle peut être le fait d'un corps policier, d'une législation ou de la pression sociale. Quoi qu'il en soit, le gars ou le groupe sur lequel elle est appliquée pose des gestes contre son gré. La coercition ne peut être appliquée sur l'ensemble d'une collectivité en même temps (à moins qu'il ne s'agisse d'une domination étrangère) ; elle doit s'appuyer sur une partie de cette collectivité qui détient la force nécessaire.

Ainsi, la répression qui est le fait de la grande-bourgeoisie s'appuie sur la moyenne-bourgeoisie et utilise une force policière; de même le révolutionnaire s'appuie sur la classe laborieuse pour mater la bourgeoisie. On peut prendre pour acquis que la démarche coercitive permet d'effectuer plus rapidement un changement structural, comme le renversement du régime bourgeois ou la réforme agraire (si la conjoncture permet l'utilisation de cette démarche). Mais le changement ainsi réalisé n'est pas pour autant inscrit dans la mentalité et il demeure artificiel et fragile tant que cette condition n'est pas remplie.

la démarche incitative

La démarche incitative utilise pour sa part des stimuli comme la propagande, certaines législations ou la corruption. Cette démarche accepte pour un temps ou définitivement l'existence de contradictions dans la situation sur laquelle elle veut agir. Elle peut facilement fausser les esprits parce qu'elle ne pose pas le fond du problème.

la démarche permissive

Quant à la démarche permissive, elle est sans conteste celle qui a le plus de chance de favoriser un changement réel au niveau de la conscience populaire. Il ne s'agit pas, selon cette démarche, d'attendre que le changement se produise (dans ce cas, il n'y aurait plus action). On applique des stimuli, mais il ne s'agit pas d'ordres, de recommandations ou d'appel aux instincts. Essentiellement, cette démarche vise à **mettre en situation** des individus ou des groupes de façon à ce qu'ils réagissent au niveau de la conscience. Cette mise en situation peut être la présentation d'une image, l'introduction d'une méthode (dans un groupe de discussion, par exemple) ou la divulgation de données objectives. C'est donc une incitation à la rationalité et à la recherche, une invitation au mouvement de l'autre en vue de provoquer chez lui un élargissement du champ de conscience ou une participation spontanée. En un sens, on peut parler de psychanalyse de groupe ou collective.

En plus de constituer un appel à la conscience, la démarche permissive cherche à activer et à canaliser l'énergie qui est contenue dans un groupe ou une collectivité et à remporter "l'adhésion consentie". C'est pourquoi, elle peut très bien devenir de la manipulation; tout dépend de l'accent qu'on met sur l'éveil de la conscience. Toutefois, il faut bien reconnaître que dès qu'il y a action, il y a une certaine manipulation; on n'y échappe pas. Mentionnons que l'animation sociale, qui est très à la mode ces temps-ci, est un type d'action qui favorise la démarche permissive, mais qui, en fait, adopte très souvent la démarche incitative.

le choix d'une démarche dans l'action

Pour l'homme d'action se pose le problème de déterminer quel type de démarche il adoptera. Il s'agit d'un problème moral, mais aussi d'un problème d'efficacité. C'est également une question de réalisme tactique. Pour le tyran, meneur d'esclaves, ce problème ne se posait pas: il adoptait d'emblée la démarche coercitive pour construire son empire. Par ailleurs, l'adepte de la théorie "rogersienne" (3) tient par principe à éviter dans l'action toute démarche quelque peu directive. Le réactionnaire utilisera les démarches coercitive et incitative, alors que le réformiste préférera les démarches permissive et incitative. Qu'en est-il du révolutionnaire? En fait, ce dernier est toujours celui qui a le plus de liberté d'action. Ceci, en vertu de la clarté de ses interprétations historiques (desquelles découlent ses principes d'action) et de son réalisme tactique. C'est pourquoi, il utilisera l'une ou l'autre des trois démarches selon les exigences de la stratégie qu'il aura adoptée. Mais justement parce qu'il a une stratégie (qui est une systématisation de l'action), il ne peut utiliser indifféremment les trois démarches: son attitude diffère selon qu'il agit sur tel ou tel groupe et selon le moment où il agit. La démarche coercitive, par exemple, n'est adoptée que vis-à-vis les irrécupérables ou pour un temps limité seulement.

L'homme d'action révolutionnaire ne peut au départ utiliser très largement la démarche permissive; l'ordre établi l'en empêche en limitant l'éventail de ses moyens. Mais il peut utiliser cette démarche dans la formation des militants et encourager toute action entreprise par les réformistes susceptible de favoriser l'éveil des consciences. Dès le moment où les révolutionnaires c o n t r ô l e n t les moyens d'information — le régime étant renversé — les démarches permissive et incitative peuvent être adoptées en priorité. C'est d'ailleurs ce qu'ont compris les chefs révolutionnaires contemporains qui utilisent si largement les stimuli comme la télévision, les discussions de groupe, etc. Ces derniers stimuli peuvent cependant prendre un caractère incitatif plutôt que permissif selon l'attitude des responsables de l'action.

Bien que la démarche permissive doive être favorisée chaque fois que le choix le permet, il faut bien reconnaître que son utilisation présente des exigences particulières. Cette démarche, en effet, nécessite la mise en oeuvre de moyens assez considérables et une grande maturité émotive chez les militants responsables; ce qui en limite la possibilité d'utilisation. D'autre part, il reste — bien que ce point soit discuté — que la démarche permissive seule ne peut faire s'évanouir la violence que des siècles d'exploitation ont semée dans

les collectivités. Un sain réalisme exige donc l'utilisation dirigée et réfléchie de la démarche coercitive ne serait-ce que pour permettre ultérieurement l'emploi de la démarche permissive. (Ici je m'aventure sur le champ de la stratégie).

la violence dans l'action

Il existe à un moment donné de l'évolution historique d'une collectivité une certaine somme de violence contenue en elle; selon plusieurs, cette violence ne peut être effacée que par la violence. (4) Il ne s'agit point là de mysticisme ni d'une apologie de la violence. Il suffit pour se convaincre du réalisme de cette affirmation de transporter à l'échelle des collectivités la démarche que doivent suivre les individus avant de réussir à se débarrasser de (et non pas sublimer) la violence qu'ils portent en eux: ils doivent nécessairement en exprimer un peu. Cependant, dans l'action, on peut pratiquer l'économie de la violence; on peut déterminer un dosage dans "l'effaçage" de la violence par la violence. Il appartient à la stratégie de déterminer ce dosage, de diriger cette violence là où elle sera productive, ceci en fonction de la capacité d'absorption de la nation à chacun des moments de l'action (afin de ne pas provoquer l'éclatement tout en assurant un rythme de changement le plus rapide possible). Il ne s'agit pas là du mythe de la marche forcée socialiste. Il y aurait quatre livres, peut-être cinq, à écrire sur la violence capitaliste; la différence est que cette violence ne sert pas à construire la société, mais plutôt à assouvir l'instinct de puissance d'hommes et de nations barbares; de plus, elle ne s'efface jamais. La violence répugne au révolutionnaire authentique plus qu'à tout autre puisqu'il aspire à la faire disparaître de l'ordre des choses. Cependant, son réalisme l'amène à reconnaître qu'il ne peut l'éviter pour un temps. Il la fera donc servir d'abord à l'instauration de structures nouvelles (changements économiques et politiques à court terme), et ensuite à la libération émotive des humiliés afin qu'ils puissent dès lors consacrer leurs énergies à construire l'ordre nouveau.

Mentionnons que dans l'ordre tactique, le révolutionnaire n'a recours à la violence que si elle exprime et correspond à la violence que le peuple porte en lui; c'est ainsi que se pratique l'économie de la violence: la violence exprimée par l'un libère l'autre, comme le font les paroles du poète. L'expression de violence qui n'exprime que la seule violence de l'homme d'action est inutile et nuisible.

6 — les stimuli

J'indiquais plus haut que, dans l'action, le stimulus est ce qui, bio-

logiquement, provoque un mouvement chez un individu, un groupe ou une masse. Cette question des stimuli est extrêmement vaste. On pourrait en énumérer à l'infini et discourir longuement sur chacun d'eux. Cela deviendrait fastidieux. De plus, c'est encore confus dans mon esprit et je n'ai pas envie d'élaborer. Je me contenterai donc d'indiquer comment on peut les classifier et d'apporter quelques commentaires sur chaque catégorie.

On peut d'abord classifier les stimuli selon qu'ils s'exercent sur des individus (conversations, coup de pied au derrière), des groupes (discussions organisées, conférences) ou des masses, (tracts, manifestations, interruption du courant électrique dans le Massachusetts et l'Etat de New-York). Cette classification n'est que mathématique.

On peut en second lieu classifier les stimuli selon qu'ils incitent à agir ou à penser. Ainsi, une séance de sociodrame vise d'abord à élargir le champ de conscience, alors qu'une promesse de récompense pour encourager la délation incite à une action précise. Evidemment, une distinction comme celle-là peut devenir oiseuse; mais il est important de la faire parce qu'elle oblige à clarifier les objectifs. Veut-on seulement changer une situation de fait ou veut-on plutôt changer les hommes: les moyens diffèrent. Dans le premier cas on choisira, par exemple, la démagogie de préférence à l'information nue. Dans le deuxième cas, il faut être conscient de l'immensité de la tâche. A ce propos, le passage suivant de Pierre Vadeboncoeur fait réfléchir (5) :

> "Ce qu'il faudrait d'observations, de publications, de photos, de monographies, de littérature et en particulier de romans, de films, de théâtre, pour placer dans son ampleur devant nos yeux l'immense absurdité sociale, pour qu'enfin cet irréfutable tableau transcende une fois pour toutes les vues officielles sur la condition populaire."

Ce qui précède nous amène à distinguer les stimuli selon le type de changement que l'on veut provoquer. J'en ai parlé plus haut. Je fais seulement observer ici que c'est en ce qui concerne les changements au niveau de la mentalité que les moyens ou stimuli employés sont habituellement les plus inadéquats. On a longtemps cru qu'il était possible de changer les hommes à coup d'inquisition ou de recommandations. C'est pourquoi, aujourd'hui, nos techniques en ce domaine sont peu perfectionnées. Celles qui existent me paraissent s'inspirer de deux courants : selon le premier, les hommes acceptent de changer lorsqu'ils prennent conscience du malaise dans lequel ils sont (les stimuli visent alors à provoquer la prise de conscience) ; selon le deuxième, les hommes n'avancent que si on leur

propose un objet désirable (mystique, accomplissement personnel et collectif, image d'une société nouvelle). En fait, les deux courants ne s'opposent pas, mais le premier surtout est souvent utilisé à l'exclusion de l'autre (par les "cliniciens sociaux" notamment). Je pense, quant à moi, qu'il est très important de présenter une image, de proposer un projet (formes concrêtes que pourra prendre le socialisme au Québec, à chacune des étapes de sa construction) à la collectivité que l'on veut transformer; pour communiquer une idée à une masse, il ne faut pas la lui démontrer. il faut la lui faire éprouver. Walt Whitman dixit.

Dans l'action, la stratégie détermine l'utilisation des stimuli selon la démarche utilisée; l'étude de la conjoncture indique quel stimulus a le plus de chance de provoquer le changement désiré.

7 — action et stratégie

J'ai indiqué plus haut que la stratégie n'était pas toujours présente dans l'action. Cependant, l'action révolutionnaire, qui adopte une approche globale, est de celles qui s'exercent à partir d'une stratégie. Voyons brièvement comment s'élabore une stratégie.

stratégie et problématique

En premier lieu, l'action devant se situer dans l'espace et le temps il faut caractériser cet espace et ce temps: il faut se faire une problématique de la situation. J'emploie ce mot parce qu'il claque agréablement dans la bouche, et je lui donne le sens suivant: la problématique est la façon dont on interprète la réalité d'une collectivité donnée, dans son développement historique, sa situation présente, les rapports de force qui existent en son sein et en face des autres collectivités. Il s'agit en somme d'une sorte de diagnostic politique: qu'est-ce qui peut, chez nous, favoriser l'action révolutionnaire? qu'est-ce qui peut l'entraver? C'est à partir de cette problématique appliquée que s'élabore la stratégie. (6) Le succès d'une stratégie dépend en très grande partie du réalisme dont font preuve ceux qui construisent la problématique. (Lorsqu'on parcourt la littérature révolutionnaire, rien ne frappe autant que le réalisme des chefs révolutionnaires; ces hommes étaient ou sont d'une immédiateté extraordinaire). La sensibilisation au milieu et à la situation permettra donc aux stratèges de situer avec efficacité l'action dans l'espace et le temps.

stratégie et théorie de l'action

En second lieu, la stratégie s'élabore à partir d'une théorie de l'action, laquelle doit donner une cohérence et une direction à l'action. Si on s'en réfère au contenu des

pages qui précèdent, la stratégie doit :

— déterminer et hiérarchiser les objectifs de l'action.
— déterminer la démarche qui sera adoptée vis-à-vis tel groupe ou telle structure (les différentes classes, les intellectuels, l'Etat, les autres pays, etc.), à chacun des moments de l'action.
— déterminer quels stimuli, tactiques ou moyens seront utilisés dans telle démarche et à tel moment de l'action.
— déterminer les modalités de la mise sur pied et du fonctionnement de l'appareil (cadre politique de l'action) qui encadre les militants.

conclusion

En bref, l'action peut être caractérisée de plusieurs manières : selon le cadre idéologique où elle s'exerce, elle sera réactionnaire, réformiste ou révolutionnaire ; selon l'existence ou la non-existence de stratégie, elle sera globale ou partielle (par projet) ; selon la démarche de l'homme d'action, elle sera coercitive, incitative ou permissive.

Tout cela est très théorique, évidemment. C'est le genre de réflexion qu'il faut faire à un moment donné afin de se situer, mais sur laquelle il ne faut pas s'attarder. D'autant plus que l'étude de la problématique, l'élaboration de la stratégie et l'action elle-même sont beaucoup plus intéressantes.

D'autre part, ce ne sont pas des considérations théoriques qui déterminent le choix que l'on fait dans l'action (si on choisit d'agir) entre la révolution, le réformisme ou la réaction. La théorie ne nous aide qu'à savoir où chacun de nous se situe et ultérieurement à éclairer notre action. Les facteurs qui déterminent le choix de chacun sont beaucoup plus impondérables. En plus de ceux qui se rattachent à la hiérarchisation particulière des valeurs, que réalise chaque individu, il y a ce fait que les problématiques dont nous disposons ne font pas ressortir suffisamment l'évidence du bien-fondé de tel choix par rapport à tel autre. Actuellement, aucun diagnostic de la situation ne me parait apte à convaincre (de cette conviction qui animait les premiers révolutionnaires) de l'opportunité et de l'efficacité de l'action révolutionnaire dans un pays industrialisé ou à haut niveau de vie. Dans quelle mesure l'ordre établi est-il suffisamment fort dans un tel pays et la réaction suffisamment organisée pour tuer dans l'oeuf ou faire végéter indéfiniment toute action révolutionnaire? Dans quelle mesure également la classe laborieuse est-elle trop contaminée par l'esprit bourgeois et gâtée par l'hédonisme pour rejeter tout effort en vue du renversement du système? Pourtant,

je me dis qu'il doit bien y avoir un moyen.

C'est la nécessité d'une problématique plus éclairée et d'une stratégie renouvelée que je pose. Car, l'homme d'action a besoin de croire à l'efficacité de son action.

roger guy

---

(1) Lire à ce propos: "Sociologie de l'action", Alain Touraine, Seuil.

(2) Il appartient à la stratégie et non à la théorie de l'action de déterminer si l'action révolutionnaire doit s'exercer à certain moment à l'intérieur d'un parti politique légal. Voir à ce sujet le numéro de février '66 de Parti-Pris.

(3) Il s'agit d'une théorie psychanalytique élaborée par un psychologue américain du nom de Carl Rogers qui posait en principe qu'il doit y avoir un minimum d'interventions du psychothérapeute dans la cure du patient.

(4) Franz Fanon, dans "Les damnés de la terre", exprime en des pages magnifiques l'impossibilité pour le peuple d'effacer la violence autrement que par la violence.

(5) Pierre Vadeboncoeur, "L'autorité du peuple" Editions de l'Arc.

(6) Plusieurs articles de Parti-Pris ont traité de cette question et constituent un déblayage intéressant. Notamment l'article de Mario Dumais: "Les classes sociales au Québec" (manifeste 65-66).

joyeux commerce

"Miroir du Québec", vol. 1, no 5, 3 mars 66. Photo d'une vitrine, en gros plan une pancarte: "Nigger getter. Spl. $14.95. This gun carries a nigger back guarantee." $14.95 pour une arme pouvant descendre un Noir et si vous ramenez la peau du Noir, votre argent vous sera remis . . .

Vietcong, Ben Barka, Noirs américains, pour moi, cela nous concerne essentiellement. Parce que leurs ennemis sont les nôtres. Parce qu'une violence atroce est devenue monnaie courante, devant laquelle jamais ne tiendront des idées, une conscience. Il est futile d'envisager quelque révolution que ce soit sans tenir compte des forces des Etats-Unis, qui ne peuvent que s'y opposer, cela procède des lois internes mêmes du capitalisme. Etats-Unis, où un armurier de Fern Park, Floride, peut mettre dans sa vitrine la pancarte "Nigger getter" . . . Monnaie courante: *je ne saurais la définir que comme aberration, et minime de plus en plus est ma confiance en des révolutionnaires québécois que ces faits, parce qu'à l'étranger, laisseraient indifférents, qui moi de plus en plus me terrorisent . . .*

p.s.

notes sur l'animation sociale au b.a.e.q.

bertrand lebel

Une dimension importante et originale du travail du BAEQ est non seulement de faire des recherches (c'est le mandat spécifique de son travail) mais surtout d'amener la population à participer à l'élaboration du Plan et, souhaite-t-on, à son exécution.

Ainsi un an après le départ des recherches, on a mis sur pied un service d'animation sociale pour connaître les besoins de la population, recueillir les suggestions, afin de les traduire dans un plan d'aménagement conçu par les gens eux-mêmes et devant être confronté plus tard avec les résultats des recherches.

Une formule mixte entre la méthode du Père Lebret en France et celle du "Community Development" américain fut adoptée. Celle du Père Lebret consistait essentiellement dans un apport de la population à la recherche, des groupes locaux acceptant de collaborer à la confection d'un inventaire de base des ressources et de l'équipement tandis que celle du "Community Development" situe leur participation au moment de l'exécution des projets mis au point par les chercheurs. Ainsi une formule demandait la participation immédiate de la population aux travaux du BAEQ et l'autre favorisait une participation à long terme non seulement pour les recherches mais aussi pour l'exécution du Plan (démocratisation des structures d'exécution, des centres de décision etc . . .). On choisit donc de faire participer la population à un inventaire des ressources et de l'équipement de sa localité et on met aussi sur pied des structures d'analyse des données de la population et des chercheurs, structures qui dans l'avenir pourraient servir d'organes de consultation auprès des centres de décision (conseils municipaux, conseils de comté, etc . . .)

le début des comités locaux

Une équipe de dix à quinze animateurs se mit donc à fonder dans

les 200 localités du territoire pilote des comités locaux d'aménagement. On chercha à assurer dans ces comités locaux une représentation démocratique du milieu : on choisit des gens militant déjà dans la plupart des associations locales (U.C.C., S S J B, coopératives, commission scolaire, conseil municipal) et d'autres représentants des métiers ou des intérêts économiques (industriels, marchands, bûcherons, etc.). L'animateur convoquait des réunions où il laissait parler les gens sur leurs problèmes, sur leur vision du BAEQ, du gouvernement, de la situation économique de leur localité et de leur région, etc. Chacun des comités locaux se subdivisait en sous-comités pour chacune des ressources du territoire (agriculture, forêt, main-d'oeuvre, tourisme, pêche, etc.) et entreprenait de faire l'inventaire de ces ressources. De cette façon, il y eut plus de 600 rapports qui furent soumis.

A côté de ce travail d'inventaire, l'animateur par la technique de la maïeutique faisait dire aux gens quel travail il restait à faire et il répondait à leurs questions sur un thème de discussion donné, tentant d'établir ainsi un échange d'idées entre les participants. En plus de ces séances de discussions et d'information, il y avait quelquefois des réunions publiques permettant aux membres du comité local d'expliquer à leurs concitoyens les prochaines étapes des recherches et du travail d'animation. Devenant à leur tour les animateurs de leur propre milieu, ils s'en trouvaient valorisés aux yeux mêmes de leurs concitoyens.

Dans l'esprit de plusieurs animateurs des premiers comités locaux, il s'agissait surtout de donner du leadership à ceux qui étaient en dehors des associations traditionnelles et qui, selon eux, seraient plus aptes à devenir des leaders de type moderne (efficaces, rationnels . . .). Cette époque de lyrisme dura environ un an. On s'aperçut assez tôt que les leaders qui avaient déjà milité dans des associations étaient les plus intéressés et les plus capables d'assurer un leadership futur.

Alors on réalisa que par une technique d'animation sociale, on ne pouvait changer toute la structure sociale d'une population, on ne pouvait déplacer un leadership pour le remplacer par un autre sans donner aux deux camps possibles une occasion de lutte. Ce n'est pas lors de discussions inoffensives et de séances d'information que ce processus peut s'accomplir. D'ailleurs, ceux qui possédaient déjà un leadership dans un village, voyant l'importance de ce qui pourrait venir d'ici quelques années, n'étaient pas prêts à partager ce leadership avec de nouveaux venus qui n'avaient pas fait leurs preuves. Ainsi c'était sur un leader-

ship traditionnel qu'il fallait compter et sur quelques éléments nouveaux avec lesquels il fallait travailler en essayant de changer, de canaliser leurs énergies vers une plus grande disponibilité au changement et une plus grande rationalité dans les jugements sur la situation de la région.

Tous les comités locaux ne fonctionnaient pas également bien. Chaque localité présentait des problèmes particuliers (village de pêcheurs, de bûcherons, d'agriculteurs, d'ouvriers non spécialisés . . .) et le potentiel de leadership était très variable. Mais pour ceux qui s'intéressaient aux réunions, l'animation était très importante car elle était le seul lien vivant avec le BAEQ.

l'animation entre en force

A la fin de 1964, le nombre d'animateurs augmenta jusqu'à 25, plusieurs des premiers animateurs étant partis ou occupant un autre poste au sein du BAEQ. C'est à ce moment que l'on mit sur pied les comités de zone qui réunissaient un nombre assez considérable de localités qui y déléguaient des représentants de leurs comités locaux. Pour tout le territoire pilote, il y avait huit comités de zone. Chaque comité de zone s'élisait un président, un secrétaire et se divisait en sous-comités correspondant aux diverses tranches de l'esquisse du Plan d'aménagement (Sous-comités de l'agriculture, des structures, de la forêt, de la pêche, de l'industrie, du transport, etc.).

Le travail de ces comités de zone fut d'abord de préparer un plan d'aménagement de la zone en cumulant les divers inventaires faits par les comités locaux dans chacun des domaines de l'activité économique et sociale. Chacun de ces rapports d'inventaire et de suggestions de réalisations fut d'abord rédigé par le sous-comité intéressé et ensuite discuté par tout le comité de zone de façon à ce que le rapport soit approuvé par tous les membres avant de l'envoyer au BAEQ.

De fait les divers inventaires faits en comités locaux et zonaux n'avaient aucune valeur scientifique (le BAEQ connaissant déjà les problèmes à résoudre dans tous les secteurs). Ce fut surtout pour la population l'occasion de se familiariser avec la situation de sa localité et de sa zone.

Afin de faciliter les relations entre la population et le Bureau, la région fut divisée en trois sous-régions à la tête desquelles un animateur responsable coordonnerait le travail des animateurs sur le terrain et guiderait le travail des comités et sous-comités de zone. Pendant ce temps (été et automne 1965) les premières

tranches et l'Esquisse du plan commencèrent à être distribuées aux membres des comités de zone et une copie par comité local. Dans l'étude de l'Esquisse du plan les comités locaux furent pratiquement écartés, même si on mit sur pied une section "organisation" qui s'occuperait plus particulièrement de ceux-ci : les animateurs avaient trop à faire avec les comités de zone pour pouvoir s'occuper des comités locaux (on a nommé environ 5 à 6 animateurs pour tous les comités locaux du territoire). Les diverses tranches devaient être confrontées aux rapports des sous-comités de la zone.

comités régionaux et centre d'étude

Au-dessus de ces comités de zone, on fonda à l'automne 1965 des comités régionaux sectoriels qui désormais réuniraient par le sommet les structures des comités de zone et des comités locaux. Ces comités régionaux seraient formés de trois genres de représentants : 1) des fonctionnaires provinciaux ou fédéraux qui travaillaient dans le territoire (ainsi un agronome de comté pourrait travailler avec le comité régional de l'agriculture) de même que des représentants des conseils municipaux ou de conseils de comté;
2) de représentants des comités de zone mis sur pied par le BAEQ et de représentants des conseils régionaux actuels, le COEB et le CREEGIM;
3) de représentants des grands types d'entreprises dans chaque secteur d'activité, de même que des représentants de chaque grande association concernée par tel secteur d'activité.

Une autre initiative fut de créer un centre d'étude en développement régional qui eut pour fonction de former des animateurs locaux avec les leaders des comités de zone et des comités locaux.

Depuis le début de 1965, des groupes de la région se rendent à l'Institut Desjardins de Lévis pour des stages d'une durée de 5 jours. Ces stages se veulent un moyen de familiariser les leaders locaux avec les techniques de l'animation qu'ils pourront employer avec leurs concitoyens. Là sous la surveillance de M. Beaugrand-Champagne, conseiller technique en animation au Bureau, on décida de ne pas donner des cours mais d'employer les techniques d'animation sur les leaders en stages de façon à ce que ceux-ci subissent ces techniques pour mieux les utiliser par la suite. On réunissait alors les leaders et on leur demandait ce qu'ils pensaient retirer d'un tel stage : on se mettait à discuter des problèmes posés par l'aménagement du territoire, par la présence du Bureau dans leur milieu et par la mise sur pied de comités

locaux et zonaux. Les gens s'imaginaient que les spécialistes du Bureau leur diraient ce qu'ils auraient à faire dans leur zone. Mais non ! On les laissait tout bonnement se poser la question importante : que faire ? Peu à peu on se mettait à trouver des réponses à cette question en précisant un futur programme de travail. De cette manière, on apprenait à écouter les autres parler, à travailler en groupe, à préciser ses opinions, à définir une situation en termes clairs et précis : notons que chacun des participants avait eu la chance de diriger les discussions à titre d'animateur de ses concitoyens.

Poussons maintenant la réflexion sur le travail des animateurs du Bureau et essayons ensuite de préciser quelques aspects de l'animation à la lumière de rencontres avec les animateurs et autres chercheurs du Bureau.

a — les animateurs

Les animateurs sociaux n'étaient pas des professionnels de l'animation ; il en existe très peu au Québec. C'étaient pour la plupart de jeunes universitaires désireux de s'engager dans une action concrète de contact vivant avec une population québécoise. Ceci colorera passablement leur travail et leurs discussions sur l'animation.

Dès le début, les animateurs se plaignirent de l'isolement, chacun étant très éloigné des autres. On sentit le besoin de garder un contact assez fréquent avec les chercheurs du Bureau cantonnés à Mont-Joli. De temps en temps on organisait des réunions d'animateurs dans le but de faciliter un échange d'idées, de méthodes, d'impressions. Ainsi après avoir réglé les questions d'ordre administratif, on discutait longuement sur ce qu'était l'animation sociale, sur l'originalité de l'expérience du Bureau... A cause peut-être de la formation universitaire des animateurs, ce furent les question de définitions qui l'emportèrent. On passait des heures à essayer de préciser quel type d'animation était la meilleure, quelle était la nature spécifique de l'animation faite au Bureau.

Ceci fut à mon avis une erreur assez grave, car on n'avait pas tellement besoin d'une belle théorie sur l'animation, mais de bons praticiens capables d'opter pour une définition simple de l'animation et ensuite de travailler fermement avec des méthodes précises. Peut-être a-t-on été trop ébloui par la technique de l'animation sans pouvoir s'en dégager et porter les réflexions sur le travail à faire (par exemple, devait-on aussi animer la jeunesse, les associations existantes sur le territoire ou varier les méthodes selon les groupes de discussions . . .).

Comme la formule d'animation sociale était une tentative nouvelle au Québec et forcément pour le B.A.E.Q., on aurait pu, il me semble, préparer certaines réunions d'animateurs pour orchestrer un peu plus les méthodes de travail. Ce problème non résolu fit que chacun travailla d'une façon très personnelle (ce qui n'est pas mauvais en soi) : il y avait des administrateurs de questionnaires, des incitateurs à la révolution, des agents de propagande des idées du Bureau. Certains animateurs se mêlaient à la vie quotidienne de la population en allant rencontrer les membres des comités locaux et zonaux chez eux, d'autres ne les voyaient que lors des réunions de comités . . . Ce qu'il est intéressant de noter, c'est que quelques-uns s'identifiaient intimement aux préoccupations de la population, cherchaient à faire des pressions sur le Bureau pour que certaines des revendications de la population soient poussées de l'avant, modifiées ou simplement écartées. Ainsi ces animateurs se voyaient-ils pris entre les politiques du Bureau pour lequel ils travaillaient et les préoccupations de la population qu'ils avaient faites leurs. Comme le Bureau avait un mandat de recherche et qu'il ne pouvait considérer que les revendications touchant ces recherches et non pas de futures réalisations, l'enthousiasme de ces animateurs créa vraiment un problème.

On ne réussit donc pas à éclaircir la situation de l'animation, ni à adopter une politique commune d'action; il y eut ainsi par la suite des animateurs qui limitaient très strictement leur mandat et d'autres qui n'hésitaient pas à prendre des initiatives qui très souvent entraient en conflit avec la politique plus ou moins définie du Bureau quant au travail d'animation. Cette absence de contrôle sur le travail d'animation fit que b e a u c o u p d'animateurs sentirent qu'ils étaient les enfants pauvres du Bureau.

b — aspects de l'animation sociale

1 — la représentation

Dans un territoire où les leaders sont rares et sont formés dans de petites associations locales peu productives et trop nombreuses, il fallait évidemment importer en quelque sorte des gens capables de former des leaders en leur donnant des chances de perfectionner et d'augmenter leur leadership de façon à pouvoir remplacer par la suite ceux qui les ont formés.

Dans ce but, les dirigeants de l'animation sociale ont voulu former un leadership zonal et régional (jusqu'ici inefficace, inorganisé et sans force de pression) représentatif de

toutes les couches de la population au sein des diverses structures d'animation (niveau local, zonal et régional). Il y avait bien des organismes régionaux comme le Conseil d'orientation économique du Bas-St-Laurent (COEB) et le Conseil Régional d'expansion économique de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine (CREEGIM), mais les membres de ces organismes économiques étaient surtout recrutés dans les chambres de commerce locales; ils ne représentaient que les intérêts des hommes d'affaires et des professionnels, de sorte qu'ils ne défendaient et ne faisaient la promotion que de projets qui leur rapporteraient des bénéfices pécuniaires dans l'avenir. Ainsi certains membres de ces conseils économiques, directeurs du BAEQ, tentèrent lors de la discussion et de l'approbation de certains projets de l'Esquisse du Plan (avant que celle-ci ne soit rendue publique) de prendre à leur compte ces projets et de les administrer eux-mêmes : ce n'est qu'après une longue lutte que les membres du conseil du plan et les directeurs finirent par se mettre d'accord.

Ainsi en essayant de créer des centres de décision au niveau zonal et régional, l'animation sociale cherchait-elle en même temps à faire participer d'autres intéressés à l'avenir de la région (agriculteurs, bûcherons, petits salariés . . .) et à les faire accéder aux futurs centres de décision collective. D'ailleurs, l'Esquisse du Plan dit bien que le COEB et le CREEGIM ne sont que des tentatives de coordination régionale autour de certaines élites économiques représentant le secteur commercial et professionnel et très peu le secteur agricole et ouvrier. On espérait donc que les structures d'animation produiraient un esprit de consultation et de décision apte à assurer l'équilibre des forces entre les différentes couches de la société.

De plus les tentatives (car on ne sait pas si cela réussira) de créer un leadership zonal et régional eurent pour effet de rassembler des gens différents par leurs intérêts et surtout de leur faire prendre conscience que, dans la région pilote, ils pourraient être les gens les plus représentatifs et les plus capables de définir leur situation. Les gens ont pris conscience d'un certain pouvoir qu'ils n'avaient jamais soupçonné, étant habitués à subir des définitions faites par des gens extérieurs à leur territoire. Ils commencèrent ainsi à pouvoir mieux se situer dans l'économie québécoise, à comprendre que leur territoire était, globalement et non localement, une région sous-développée qui devait être à tout prix restructurée et réorganisée en fonction de normes précises.

2 — renforcer le pouvoir du bureau

Certains membres du BAEQ admettent cependant que ce nouveau leadership créé (leardership traditionnel orienté, canalisé dans ses énergies vers des valeurs modernes) servira plus tard à renforcer le pouvoir du Bureau face aux organismes des gouvernements provincial et fédéral lors de la remise du plan. On comprend mieux ainsi pourquoi les dirigeants de l'animation sociale ont tenu à ce que l'Esquisse du plan soit discutée et commentée, confrontée avec les plans de la population de façon à ce que les leaders appuient les recommandations du plan, si jamais des difficultés interviennent avec le gouvernement.

D'un autre côté, à long terme, la création de ce leadership voulait assurer un processus de démocratisation des décisions non seulement dans les discussions autour de l'Esquisse du plan, mais surtout lors de l'exécution du plan. Appuyer le Bureau dans ses revendications auprès du gouvernement, mais aussi permettre à ces leaders des comités locaux, zonaux et régionaux de prendre du poids dans la population et de restructurer le COEB et le CREEGIM dont on a dit ci-dessus qu'ils représentaient surtout le monde des affaires et les professionnels.

A court terme, le but de l'animation sociale était de créer une structure apte à recevoir de l'information sur les grandes options du BAEQ au sujet de l'avenir de la région, rendant familiers à la population les concepts nouveaux de socialisation, planification, région, rationalité, etc. Cet aspect propagande de l'animation devint très fort quand on laissa tomber pratiquement les réunions des comités locaux pour ne s'attacher qu'à celles des comités de zone (cf. section "organisation" de l'animation) qui discutaient leur plan d'aménagement zonal et commençaient à le confronter avec celui des chercheurs. Tout cet aspect propagande était appuyé par une orchestration des mass-média : publication d'un journal, l'Aménagement, émissions de radio et de télévision qui présentaient à la population des solutions à leurs problèmes ou qui simplement leurs posaient des questions sur leur situation, espérant que les gens puissent être capables de formuler leurs propres solutions.

3 — faire passer les idées du bureau

Si, à long terme cependant, le but de l'animation sociale était d'informer la population, de démocratiser les structures en place, et de changer ainsi sa mentalité, ne peut-on pas dire que le Bureau a donné aux leaders l'impression, l'illusion d'être actifs en leur demandant de suggérer des solutions apparemment impor-

tantes et nouvelles pour les chercheurs tout en les utilisant en fait pour faire passer ses idées dans la population. Ainsi peut-on se poser la question suivante : A-t-on amené les gens à prendre en main leurs structures de façon à pouvoir exprimer leurs idées et à les faire passer au Bureau ou a-t-on donné aux gens l'illusion de participer à des choses importantes avec l'aide d'animateurs souvent obligés de défendre les politiques et les idées maîtresses du Bureau ? A mon avis, ce fut la deuxième attitude qui l'emporta, peut-être à cause du manque de temps et de l'insécurité du Bureau vis-à-vis l'avenir de son service d'animation après la fin des recherches.

C'est ainsi que l'on a voulu former le plus de leaders possible (avec le centre d'étude de Lévis) de façon à s'assurer un leadership local et régional capable de discuter d'égal à égal avec les agents du gouvernement ou avec d'autres spécialistes engagés par ce dernier dans le but premier d'appliquer les recommandations du Plan. Donc, concrètement, il y a eu transmission d'attitudes rationnelles, et d'information sociale, économique et politique à des leaders afin que ces derniers puissent avoir une attitude de fermeté et de décision lors de la future consultation des corps intermédiaires représentatifs.

4 — rayonnement possible des leaders

Ce que l'on peut prévoir aussi comme autre aspect de l'animation sera un effet de rayonnement des leaders dans leur propre milieu. On espère qu'ils participeront plus activement aux associations et aux organismes dont ils sont issus et qu'ils concentreront leurs énergies dans les organismes appelés à être plus efficaces et plus importants, quitte à négliger les associations volontaires sans influence véritable sur les centres de décision, mettant ainsi en pratique les mécanismes et la formation au travail en groupe acquis lors de réunions de comités ou lors des stages à Lévis.

Mais ces divers aspects de l'animation sociale ne peuvent nous permettre d'évaluer maintenant avec quelques chances de certitude jusqu'où ira le rôle de ces leaders dans l'application du plan. (1)

Maintenant, peut-on penser qu'à la suite du travail d'animation les leaders seront capables de discuter, d'écouter, de proposer des solutions ? Il reste cependant qu'ils partagent avec les chercheurs du Bureau certaines inquiétudes sur l'avenir de la planification. Cette attitude d'inquiétude et cette volonté de croire en un avenir meilleur peuvent être vues comme un signe de réussite de l'animation, mais on peut se demander si les leaders

garderont à la mémoire les arguments rationnels du bureau ou si ils commenceront, devant certaines lenteurs, à se lasser et à se replier sur les anciennes formes de pression auprès des centres de décision.

5 — l'avenir de l'animation

On a ainsi préparé deux attitudes possibles ou deux réactions possibles pour la période de l'après-BAEQ : d'une part, on a mis sur pied une structure nouvelle de consultation (la structure d'animation nommée dans l'Esquisse du plan du nom barbare de "quasi-appareils"), consultation avec les structures déjà existantes (conseils municipaux, conseils de comté, structures scolaires . . .) dans la mesure où le gouvernement reconnaîtra dans l'exécution du plan les perspectives de l'animation sociale; d'autre part, on a formé des leaders capables de se regrouper seuls, de continuer à travailler dans leurs sphères respectives d'action (associations ou organismes qu'ils représentent), revendiquant une démocratisation des structures anciennes et faisant pression sur les gouvernements pour que les recommandations du plan passent désormais du stade de projet à celui de réalisations concrètes et effectives.

Si ces leaders se sont sentis quelque peu manipulés par les animateurs, s'ils s'aperçoivent, après un retard dans l'application du plan, qu'ils n'ont été que des pantins engagés dans une affaire qui pouvait paraître sûre mais qui devient de plus en plus problématique, ne reviendront-ils pas à une attitude de désillusion devant une planification dite démocratique?

Nous sommes portés à croire que, pour ces raisons, l'animation sociale ne s'est pas dirigée vers une participation de la population, mais que l'on s'est appliqué à former des leaders capables de devenir des interlocuteurs valables devant les spécialistes du gouvernement. Le délaissement progressif des comités locaux au profit des comités de zone et des comités régionaux sectoriels nous semble un indice de ce fait. De plus, on ne s'est pas dirigé vers la formation de leaders capables de diriger des projets (comme dans certains pays socialistes pour les programmes de collectivisation des terres) propres à déplacer de grandes parties de population, mais nous avons l'impression qu'avec la forme d'animation sociale adoptée au BAEQ, les leaders formés seront plus capables de défendre des idées que des hommes.

Nous apprenons que l'animation est maintenant assurée de continuer son travail après le mois de juin 1966. Cependant la direction du bureau va changer : il y aura trois représentants pour chacun des deux conseils

économiques (COEB et CREEGIM) et trois représentants du gouvernement. Le plan sera soumis aux gouvernements pour une période d'analyse de 18 mois et c'est cette structure de neuf directeurs qui assurera la relève du bureau de recherches. Les structures d'animation sociale changeront aussi devant ce pouvoir des directeurs, au niveau des comités de zone et des comités sectoriels régionaux. Quelle force aura l'animation sociale, dans quel sens s'orientera-t-elle ? C'est à ce tournant des activités du Bureau que se placera l'épreuve des structures d'animation.

Verra-t-on les leaders de la région s'unir pour forcer le gouvernement à agir le plus tôt possible ? Verra-t-on les structures d'animation retomber aux mains de l'élite traditionnelle (commerçants, hommes d'affaires, professionnels) ? Les leaders ouvriers et agricoles se décourageront-ils devant les vastes projets d'urbanisation du pôle de Rimouski en se disant qu'on les a eus et que l'on a essayé de les faire participer à une aventure dont le Bureau ne pouvait garantir la réussite ? Les gouvernements reconnaîtront-ils les corps intermédiaires de consultation comme interlocuteurs valables ? Il serait important de suivre ces problèmes de près car il s'agit après tout de la première tentative au Québec d'une planification démocratique au niveau régional.

bertrand lebel

(1) Une recherche a été faite l'été dernier en ce sens mais ses résultats n'ont pas été publiés.

petit timide deviendra grand

On connaît les billets prétendument humoristiques d'Albert Brie dans "La Presse", dits "Propos d'un timide".

Celui du 21 février 66 — dans lequel est expliqué que pour être dans le vent il suffit d'être un partisan du socialisme, de Bela Bartok, de Gilles Vigneault et de Godard (c'est pas drôle, ça, c'est pas fin?) — a plû à qui il fallait et s'est mérité un honneur significatif. Il est reproduit in-extenso, coiffé du titre "Humour", dans le numéro d'avril d'"Aujourd'hui - Québec".

C'est tout, et assez.

p.s.

je vous l'avais-t-il pas dit !

Le jour où Jacques Hébert fut accusé de cruauté envers les animaux, j'écrivais (parti pris, mars 1966) *qu'avec ces histoires d'homonymes, on apprendrait un jour que Claude Wagner... Et bien voilà.* "Un jeune homme de Rosemont, Claude Wagner... a comparu hier... accusation d'attentat à la pudeur d'une jeune femme..." *C'est encore dans La Presse, du 27 avril, à la page 11. Si quelqu'un veut faire lire so navenir dans les lignes de la P..., je suis à son service.*

p.m.

l'esquisse d'un plan incertain

gabriel gagnon

Le BAEQ vient de terminer la publication des cahiers qui forment l'"esquisse" du plan de développement qu'il livrera à la population de l'est du Québec au cours de l'été 1966. Il s'agissait de fournir aux différents comités d'animation, avec une analyse de la situation de la région, des objectifs et des moyens de développement présentés sous forme d'alternatives. Théoriquement, la population devait faire son choix parmi les diverses solutions proposées, avant que les techniciens ne viennent cristalliser ces choix dans un premier plan tenant compte des dimensions temps, espace et coût. Alors que l'"esquisse" propose des objectifs à long terme, le plan devra prévoir les moyens concrets d'y arriver graduellement durant la prochaine période de quatre, cinq ou sept ans.

Je voudrais dans cet article tenter une analyse, trop brève hélas, des quelques deux mille pages de l'"esquisse" en insistant surtout sur les solutions proposées, puis chercher à montrer comment les nouvelles institutions régionales qui remplaceront le BAEQ après sa dissolution mettent en danger la réalisation même du plan tant attendu. Il sera intéressant en terminant d'amorcer une réfléxion sur ce que serait une véritable politique régionale de type socialiste.

1 — l'esquisse du plan

Dans son état actuel et définitif, l'"esquisse" se présente sous la forme suivante :

—cinq cahiers qui analysent en profondeur les ressources qui constituent les cinq grands secteurs socio-économiques du territoire pilote : la pêche, l'agriculture, la forêt, le tourisme et les mines;

—un cahier sur l'industrie;

—un cahier sur les transports;

—deux cahiers sur les Iles-de-la-Madeleine, cas particulier que nous laisserons de côté pour le moment;

—un cahier sur les structures d'exécution du plan auquel nous accorderons une importance particulière. (1)

Cet ensemble devait être encadré par une introduction générale et un dernier cahier sur les hypothèses territoriales : faute de temps, ces deux textes ont été remplacés par un numéro du journal du BAEQ (2) qui vient mettre un point final à l'"esquisse" dont il présente une synthèse sous forme de six grands paris:

Pari de l'utilisation optimum des ressources.

Pari d'une structure industrielle dynamique.

Pari de l'organisation rationnelle de l'espace axée sur une armature urbaine.

Pari de la coordination des décisions au niveau de la région.

Pari de l'éclosion d'une conscience régionale.

Pari de la formation et de la mobilité de la main-d'oeuvre régionale.

Voyons comment ces paris, qui sont au fond les grands objectifs que le plan cherchera à réaliser, découlent de l'analyse effectuée par l'"esquisse".

les ressources

L'est du Québec se spécialise dans le secteur primaire puisque 37.7% de sa population active y travaille contre seulement 15.4% pour l'ensemble de l'Etat. Qu'il s'agisse de la forêt, de l'agriculture ou de la pêche, ce secteur fait à peine subsister ceux qui y travaillent, la plupart du temps de façon sporadique. Ces trois occupations ne sont pas, en effet, des emplois spécialisés qu'on occupe l'année durant mais des fonctions saisonnières complémentaires : en Gaspésie, on est à la fois pêcheur et bûcheron, dans le Bas-Saint-Laurent cultivateur-bûcheron. Cette complémentarité, tout en permettant de maintenir une plus forte population sur le territoire, amène un fort taux de chômage et produit un revenu per capita inférieur de 50% à celui du Canada. La seule solution semble donc résider dans une spécialisation qui ferait de chacun de ces emplois un métier stable avec emploi et revenu annuels garantis. Une telle rationalisation impliquerait évidemment une diminution du personnel employé dans chacun des secteurs considérés, donc de nouveaux emplois à créer sur place ou une forte émigration.

L'industrie de la *pêche*, actuellement la plus artificielle, ne subsiste que grâce aux subventions gouvernementales : bien souvent, un tel soutien coûte plus cher que l'industrie ne rapporte. Dans le cas de la pêche côtière, celle qui se pratique en petite barque non loin du rivage, le BAEQ opte carrément pour sa disparition comme métier par un reclassement graduel de ceux qui y sont employés. Pour la pêche hauturière, celle qui se pratique de façon collective sur des gros bateaux, plusieurs solutions sont envisagées de façon à la rendre efficace et compétitive. Retenons surtout ce qui concerne l'organisation économique. Il semble essentiel d'intégrer l'industrie de la pêche autour d'un pôle unique : l'entreprise privée, l'Etat ou les coopératives sont ici suggérés comme pôle d'intégration mais le rapport semble opter plutôt pour une nationalisation de l'ensemble du secteur réalisée au niveau du Québec ou de l'ensemble du Canada. Quelle que soit la solution choisie, le secteur des pêcheries ne pourra occuper qu'une très petite partie de la population du territoire pilote. (3)

La *forêt*, une des principales ressources de la région, occupe 12,000 personnes pour son exploitation directe et environ 4,500 dans l'industrie de transformation. Recouvrant 13,830 des 16,600 milles carrés du territoire, les forêts appartiennent à la Couronne dans une proportion de 65.8%, ce qui laisse 34.2% au secteur privé : il va sans dire que près des deux tiers des forêts de la Couronne sont concédées à l'industrie privée qui les exploite. La rationalisation suggérée doit encore ici réduire la main-d'oeuvre employée dans le secteur primaire : pour assurer aux travailleurs forestiers 9 à 10 mois de travail régulier dans le même chantier, il faudrait en effet réduire leur nombre de moitié, soit à 6,000. Dans le secteur industriel, on suggère la concentration des petites scieries non rentables, qui n'opèrent qu'une partie de l'année, en unités plus productives et la création de nouvelles industries du bois pour occuper la main-d'oeuvre déplacée. Quant au type d'exploitation, on insiste sur les formules coopératives déjà existantes qui pourraient prendre un nouvel essor : *le syndicat forestier*, entreprise globale et intégrée qui possède une concession, fait les coupes, transforme son bois et le vend lui-même; *le chantier coopératif* qui vise à faire d'un groupe de travailleurs formé en coopérative l'entrepreneur qui prend charge par contrat de la coupe d'un volume déterminé de bois. Le cahier reste très évasif sur l'intervention directe de l'Etat sous forme de nationalisation du secteur forestier ou de création d'entreprises publiques : il se contente d'en souligner la pos-

sibilité hypothétique. De toute façon, cette intervention reste nécessaire au niveau de la planification globale de l'exploitation des ressources forestières. (4)

D'après le recensement de 1961, la population du territoire qui vit de l'*agriculture* est évaluée à 83,870 personnes (26% de la population totale) réparties sur 11,700 fermes. Cependant, si, de façon réaliste, on veut définir le cultivateur comme "un individu propriétaire ou locataire de terre qui tire au moins 50% de son revenu net annuel de l'exploitation agricole de cette terre", (5) on ne retrouve plus que 2,542 fermes (2,330 dans le Bas-St-Laurent et 212 en Gaspésie) qui assurent à leur exploitant $1,250. de revenu net, soit la moitié du revenu net des travailleurs du territoire. Si l'on veut assurer la spécialisation du travailleur agricole et la parité de son niveau de vie avec celui du travailleur industriel des centres prospères du Québec, on voit donc qu'il faut encore ici diminuer de façon draconienne l'importance de la main-d'oeuvre employée et assurer des emplois nouveaux aux personnes ainsi libérées. Sur la réorganisation de l'agriculture, les hypothèses abondent dans le sens d'une intégration à la fois verticale et horizontale. Dans le premier cas, il s'agirait de réunir sous un même propriétaire collectif la terre, l'entreprise de transformation des produits agricoles et le circuit de distribution : cette intégration pourrait être faite par l'Etat, l'entreprise privée ou par les producteurs eux-mêmes; elle pourrait n'être que partielle si les cultivateurs demeuraient propriétaires de leur exploitation tout en passant des contrats avec les entreprises intégrées. L'intégration horizontale se fait au niveau du producteur : elle implique le remembrement des terres, le développement de nouveaux types de propriété et d'organisation (ferme familiale avec deux employés, ferme en société, pâturage communautaire, propriété et exploitation coopérative du boisé de ferme) et l'organisation de groupes de production. Parmi ces différentes possibilités, une place à part est faite au groupe de production : il s'agit de 40 à 75 cultivateurs, spécialisés dans le même produit et dont les exploitations sont contiguës, auxquels un technicien est rattaché exclusivement pendant quelques années afin de les aider à réorganiser leurs productions et à adopter de nouvelles techniques. L'ensemble de ces groupes peut se rattacher évidemment à l'Etat, à un office de producteurs, à une coopérative ou à l'entreprise privée. L'"esquisse" ne fait aucun choix entre les diverses hypothèses de réorganisation mais insiste sur l'utilisation rationnelle de la ressource et sur l'intervention nécessaire

de l'Etat, au moins sous forme d'une loi-cadre sur le développement agricole. (6)

Les deux autres ressources du territoire, le *tourisme* et les *mines*, ne semblent pas, à moins de découvertes spectaculaires ou d'un projet d'envergure internationale comme le centre de ski du mont Logan, devoir créer prochainement une très grande demande de main-d'oeuvre. Le tourisme, industrie saisonnière, ne touche qu'un petit nombre de centres du territoire, en particulier Percé : une certaine amélioration pourrait être apportée en étalant la saison et en augmentant le nombre des centres d'intérêt. Sauf le cuivre de Murdochville, les ressources minières de la région sont assez peu importantes dans l'état actuel des recherches. La Gaspé Copper Mines, loin d'agir comme un pôle de développement régional, constitue plutôt une sorte d'enclave reliée directement aux grands centres urbains. Seule une société d'exploration minière, probablement étatique, serait susceptible de dégager de nouvelles ressources non encore connues. (7)

Que dégager de cette revue incomplète des principales ressources de la région pilote sinon que *le pari de l'utilisation optimum des ressources*, à lui seul, ne ferait qu'accentuer le mouvement actuel d'émigration (de 1951 à 1961, la région a perdu 4,755 personnes soit 17% de sa population de 1951). Baser le développement du territoire uniquement sur l'exploitation même rationalisée des ressources naturelles augmenterait l'éparpillement actuel de la population et, à long terme, pourrait conduire à une option systématiquement rejetée par le BAEQ : vider le territoire complètement et systématiquement. Il faut donc créer sur place des emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire de façon à retenir la population déplacée par la spécialisation au niveau primaire : c'est le "pari d'une structure industrielle dynamique".

industrie et pôles de développement

Le secteur secondaire, celui de l'industrie manufacturière, n'occupe actuellement que 16.9% de la population active du territoire contre 27.5% pour l'ensemble du Québec. Dans son état actuel, ce secteur est loin de pouvoir absorber le surplus de main-d'oeuvre dégagé dans le secteur primaire : il ne suffit évidemment pas non plus à assurer l'emploi des nouvelles générations qui arrivent sur le marché du travail. Il demeure cependant que toute véritable politique de développement économique et social de la région doit se baser sur un accroissement de ce secteur industriel. A moyen terme, il faut compter sur la con-

solidation et la modernisation des quelques entreprises de type traditionnel déjà en opération et sur l'établissement de petites et moyennes entreprises nouvelles; sur une longue période, il serait nécessaire d'établir une ou deux importantes firmes motrices qui agiraient comme pôles de développement en amenant la création de plusieurs industries satellites moins considérables. L'industrialisation de l'est du Québec ne se fera pas si l'on se fie uniquement aux lois du marché qui amèneront plutôt une plus grande concentration industrielle dans les zones déjà urbanisées et développées. On connaît les théories économiques de Gérard Filion de la SIDBEC qui s'oppose à toute politique de décentralisation industrielle sous prétexte qu'elle ne ferait que saupoudrer de façon inefficace des ressources économiques, technologiques et humaines déjà fort rares. L'option du BAEQ, aux antipodes de cette attitude, implique une intervention étatique importante pour stimuler un développement industriel qui ne se ferait pas de lui-même dans la région pilote.

Il serait relativement facile d'assurer dès l'abord une concentration des industries déjà existantes de transformation du lait, du bois et du poisson qui sont loin d'avoir atteint le seuil optimum de rentabilité. La création de nouvelles entreprises de dimension moyenne, essentielles dans une région comme l'Est du Québec, pourrait être facilitée par des mesures allant d'allègements fiscaux à l'amélioration des transports, à l'établissement de zones industrielles et à la création d'une Caisse régionale de financement, sorte de SGF à l'échelle du territoire pilote. Ce n'est que dans un milieu industriel ainsi revivifié que pourrait enfin s'établir la firme motrice que l'"esquisse" se contente d'espérer sans prévoir pour le moment ce qu'elle sera ni comment elle naîtra. (8)

Deux autres paris viennent compléter cette option pour une industrialisation dynamique du territoire pilote.

Mentionnons d'abord le "pari de la formation et de la mobilité de la main-d'oeuvre régionale". Il s'agit ici de faire en petit ce que tentent à leurs niveaux Québec et Ottawa. L'utilisation rationnelle des ressources naturelles comme l'implantation industrielle nécessitent en effet une main-d'oeuvre spécialisée, instruite et relativement mobile, caractéristiques que l'on retrouve fort peu chez les habitants du Bas-St-Laurent et de la Gaspésie. En 1961, 73.4% de la population de plus de dix ans, sortie de l'école, n'avait pas dépassé le niveau des études primaires : 22.8% de cette population n'avait pas dépassé la quatrième année. On

a ainsi pour l'ensemble de la région une scolarité moyenne de six ans, ce qui est très faible. (9) La population semble très consciente de ce handicap puisque, durant les deux dernières années scolaires, environ 7% de la main-d'oeuvre s'est inscrite aux cours d'extension scolaire de formation générale ou professionnelle, ce qui constitue un chiffre exceptionnel par rapport aux autres régions du Québec. Cette formation accrue de la main-d'oeuvre a évidemment un caractère ambivalent puisqu'elle peut aussi bien favoriser l'émigration hors de la région que l'établissement d'une véritable structure industrielle.

"Le pari de l'organisation rationnelle de l'espace axée sur une armature urbaine" veut réaliser, dans un territoire à la population dispersée où sévissent les "luttes de clochers" et les rivalités entre centres urbains, une hiérarchisation des agglomérations et un découpage en unités géographiques qui empêcheront la perpétuation de la politique actuelle de saupoudrage des investissements économiques et sociaux au gré des pressions politiques et des dynamismes locaux. Ce pari colle évidemment à la nouvelle politique de régionalisation des services administratifs dévoilée récemment par le gouvernement de Québec. Voici brièvement comment l'on propose de structurer le territoire pilote. Trois sous-régions devront être constituées autour d'autant de centres urbains : celle de Rivière-du-Loup groupant les comtés provinciaux de Rivière-du-Loup, Témiscouata et Kamouraska, ce dernier ne faisant pas actuellement partie du territoire pilote; celle de Rimouski-Mont-Joli avec les comtés de Rimouski, Matapédia et Matane; celle de Chandler-Gaspé avec Bonaventure, Gaspé-Nord et Gaspé-Sud. Les Iles-de-la-Madeleine demeureront une zone à caractère spécial qu'il faudra tenter d'intégrer le plus possible à la terre ferme. La cohésion de cet ensemble de sous-zones devrait être assurée par le développement d'une métropole régionale, Rimouski-Mont-Joli avec ses 40,000 habitants. A l'intérieur de chaque sous-zone, on établira une hiérarchie des petits centres urbains dispersés de façon à en valoriser quelques-uns par l'addition de services nouveaux dans le domaine de l'éducation, de la santé, du commerce ou de la culture. Cette nouvelle organisation de l'espace devra évidemment aller de pair avec un important mouvement de fusion des municipalités et avec l'abandon des paroisses marginales de colonisation maintenues à coup de subventions gouvernementales. (10)

Dans un milieu ainsi structuré, l'urbanisation et l'industrialisation auront évidemment de meilleures chances de devenir de véritables mo-

teurs de développement, rôle qu'ils n'ont jamais joué jusqu'à date dans la région.

une véritable région

Avec les deux derniers paris qui complètent la synthèse de l'"esquisse du plan", celui de "la coordination des décisions au niveau de la région" et celui de "l'éclosion d'une conscience régionale", nous débouchons sur les structures d'exécution du plan auxquelles le BAEQ a consacré un important cahier. (11) En effet, les différents objectifs établis au niveau des ressources, de l'industrie et de l'aménagement du territoire ne pourront être atteints que s'il existe des organismes prenant en charge le développement avec la participation de la population.

Dans un premier temps, le BAEQ propose un choix entre les cinq hypothèses suivantes :

a. L'exécution du plan est confiée directement au gouvernement québécois sans qu'il y ait déconcentration administrative ou décentralisation politique. Sur le territoire pilote, l'exécution dépend des organismes déjà existants; quant à la participation de la population, elle demeure strictement consultative et non organisée, ce qui laisse place aux pressions politiques traditionnelles.

b. Le gouvernement provincial forme à Québec un organisme spécial chargé de voir à ce que les recommandations du plan soient exécutées par les ministères, les municipalités et les organismes économiques, sans qu'il y ait encore décentralisation ou déconcentration. La participation est ici assurée par la consultation d'un organisme régional unique constitué par la fusion des actuels conseils économiques régionaux de la Gaspésie et du Bas-St-Laurent.

c. On ajoute ici la déconcentration à l'hypothèse précédente, c'est-à-dire que les représentants régionaux des différentes administrations provinciales s'unissent sous la direction de l'un d'entre eux, sorte de préfet à la française, pour coordonner l'exécution du plan en consultation avec les conseils économiques fusionnés. Cette hypothèse rapproche les responsables de l'exécution du plan des centres de décisions régionaux, permettant ainsi une consultation plus efficace.

d. Un début de décentralisation du pouvoir de décision s'ajoute ici à la déconcentration administrative de l'hypothèse précédente. Il s'agit de déléguer une partie des pouvoirs d'exécution ou de réalisation du plan à un organisme régional de réglementation ou de législation comparable aux municipalités actuelles : les membres de cet organisme pourraient

être désignés par les représentants des municipalités et des conseils de comté ou élus au suffrage universel. Un conseil consultatif régional de développement, émanant des structures établies par l'animation sociale, viendrait compléter le tableau du côté de la participation.

e. Cette dernière formule pousse encore plus loin le mouvement amorcé par la précédente. La presque totalité des pouvoirs de planification est confiée à l'organisme électif régional et à ses sections zonales et locales en collaboration avec les fonctionnaires déconcentrés : la participation continue à être assurée par les structures d'animation. (12)

La discussion et la réflexion sur ces premières hypothèses livrées au public à l'été 1965 devaient vite amener le BAEQ à préciser ses choix et à rejeter les deux premières formules en proposant la création d'un Office Régional de Développement (ORD) dont on demandait à la population de préciser la nature, la composition et les fonctions. Cet organisme, de type transitoire, se voudrait essentiellement adapté aux débuts d'une planification régionale, en attendant que soient possibles des solutions idéales comme l'hypothèse *e.* Il s'agirait d'une

> "corporation publique créée en vertu d'une loi spéciale, financée par l'Etat, jouissant d'une gestion autonome, disposant de pouvoirs de consultation ou de décision selon les interlocuteurs en présence et dont les fonctions seraient d'exécuter le plan, de coordonner cette exécution, de préparer par des recherches la mise à jour périodique du plan et d'être responsable de la participation de la population". (13)

Seul un organisme de ce type serait capable de réaliser la première tranche du plan, de préparer les suivantes et de continuer à assurer la participation de la population. Selon le BAEQ, toute solution plus timide risquait de faire abandonner la perspective d'ensemble dans le développement régional, au profit de projets spécifiques mal coordonnés : elle pouvait aussi mettre en danger des structures de participation encore mal consolidées. Nous essaierons plus bas de faire une critique de la solution finalement choisie par le gouvernement de Québec.

Sur la composition des organismes dirigeants de l'ORD, le BAEQ proposait l'alternative suivante : la direction pourrait en être assurée par des fonctionnaires, délégués du gouvernement provincial, et par les représentants des conseils municipaux ou encore par les conseils économiques régionaux qui s'adjoindraient un certain nombre de fonctionnaires provinciaux. Dans le premier cas, le

système pourrait être plus efficace puisqu'il engloberait les détenteurs mêmes du pouvoir local; dans le second, une plus grande représentativité s'accompagnerait peut-être d'un passage à des fonctions purement consultatives. (14)

La mise en place de structures de ce type amènerait évidemment à plus ou moins long terme l'éclosion d'une conscience régionale qui replacerait chacun des problèmes de développement dans une perspective globale, au-delà des rivalités traditionnelles entre villes et secteurs. Si la ville de Rimouski se voyait dotée d'une firme motrice, cette implantation industrielle, grâce aux nouvelles structures, aurait un effet de développement sur l'ensemble du territoire dont Rimouski serait le pôle métropolitain. En constituant une région de la dimension du territoire pilote, on semble en effet choisir le niveau optimum pour un développement efficace, appuyé sur une véritable participation de la population.

tentative d'évaluation

Après cette synthèse incomplète des principaux éléments contenus dans l'"esquisse du plan", peut-être est-il temps de passer à l'évaluation.

Il semble à première vue qu'en ce qui concerne les ressources, l'industrie ou les structures d'exécution, toutes les solutions aient été envisagées, du capitalisme à la nationalisation en passant par les formules coopératives, en vue de réaliser cet objectif à long terme, le développement économique et social de la région accompli grâce à la participation de la population. Sauf dans certains cas, les cahiers se contentaient cependant d'analyser une situation et de poser des objectifs sans prendre définitivement position sur les moyens nécessaires à leur réalisation. Ceci s'explique fort bien si l'on n'oublie pas que l'"esquisse" était avant tout destinée à présenter à la population les premiers résultats des recherches, sous forme d'options entre lesquelles on lui demandait de choisir. Il va sans dire que le plan qui viendra en juin synthétiser les travaux des chercheurs et les opinions des populations risque d'être à la fois beaucoup plus précis, puisqu'il devra effectuer un choix entre les diverses options en termes de temps, d'espace et de coût, et, du fait des incertitudes sur sa réalisation à court terme, beaucoup moins audacieux. De toute manière, il est encore trop tôt pour se prononcer sur le contenu de ce plan, que nous ignorons encore en grande partie : nous avons cependant déjà de bonnes indications sur la façon dont les autorités gouvernementales songent à le réaliser ou à l'oublier dans les tiroirs.

Si l'on se reporte en effet aux pages précédentes, on s'aperçoit que, parmi les solutions suggérées par l'"esquisse", bien peu ne font pas appel à une action directe ou indirecte des gouvernements de Québec et parfois d'Ottawa qui toucherait bien plus que la seule région pilote. Qu'il s'agisse en effet de la nationalisation de la pêche, d'une loi-cadre pour l'agriculture, de la rationalisation de l'exploitation forestière, de la création d'une industrie motrice ou de l'établissement d'un Office Régional de Développement, c'est toujours à Québec et à son pouvoir législatif ou administratif qu'on fait appel. Ce n'est donc pas véritablement au BAEQ et à la population du territoire pilote que les chercheurs remettront leur plan mais bien au cabinet provincial, seul organisme capable d'assurer intégralement son exécution. Bien entendu, le fait qu'on ait insisté sur l'établissement d'une structure d'animation à la grandeur du territoire diminue les risques d'un enterrement immédiat mais sans interdire les atermoiements bureaucratiques habituels : il ne s'agit après tout que de 9 comtés provinciaux sur 108.

Peut-être, au fond, a-t-on eu tort de vouloir commencer la planification au niveau régional au lieu de s'attaquer d'emblée à l'ensemble de l'Etat du Québec. En commençant l'opération sur une petite échelle, dans une région défavorisée, on risquait évidemment bien moins tout en satisfaisant aux demandes les plus pressantes ; on formait en même temps des spécialistes qui pourraient ensuite apporter leur contribution à une politique d'ensemble. Mais, dans une expérience comme celle du BAEQ où l'aspect participation a été systématiquement poussé, l'attente des politiques d'ensemble nécessairement longues à élaborer risque de décourager totalement les populations animées désireuses de voir aboutir immédiatement les attentes entretenues pendant trois longues années : il resterait à ce moment un ensemble de documents fort utiles mais on serait passé à côté de l'objectif participation.

Un pays comme la France a élaboré plusieurs plans nationaux avant de s'attacher dernièrement à la délimitation de régions économiques pour lesquelles ont été prévues des tranches régionales des prévisions d'ensemble : la planification française possède plusieurs faiblesses que je n'ai pas le temps de souligner ici mais on aurait sans doute emprunté avec profit sa procédure de passage du tout aux parties.

L'élément le plus valable dans la tentative du BAEQ, reste d'avoir voulu associer la population à toutes les phases de la recherche et de l'élaboration du plan : l'article de

Bertrand Lebel, publié dans ce numéro, tente de faire le point sur les forces et les faiblesses de l'animation sociale qui servait de pont entre les chercheurs et la population. Nous n'insisterons donc pas sur ce point.

2 — après le b.a.e.q.

Le BAEQ disparaîtra à la fin de juin lorsqu'il remettra son plan définitif. Que se passera-t-il ensuite ? Lesage vient justement de l'annoncer. Dès qu'il sera terminé, le plan du BAEQ sera remis pour étude au Conseil d'orientation économique du Québec : ce dernier, après une première analyse, suggérera au gouvernement les actions immédiates à entreprendre. Il devra ensuite s'adjoindre une équipe spécialisée en aménagement régional pour étudier de façon approfondie le plan du BAEQ comme tous les autres programmes régionaux en vue d'une politique d'ensemble.

Il n'est donc pas question d'une exécution immédiate du plan. A peine peut-on compter sur la réalisation de certains projets spectaculaires et d'intérêt électoral immédiat.

Que restera-t-il sur le territoire pilote en attendant une éventuelle exécution ? Le gouvernement créera un "comité de liaison" qui servira de trait d'union entre la population et lui-même par l'intermédiaire des conseils économiques régionaux et du Conseil d'orientation économique du Québec. Le "comité de liaison", société privée sans but lucratif comme le BAEQ, sera dirigé par un conseil d'administration formé de trois représentants du Conseil d'Orientation économique du Bas-St-Laurent (COEB), de trois représentants du Conseil régional d'expansion économique de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine (CREEGIM) et de deux représentants du gouvernement de la province. Le comité disposera d'une petite équipe de techniciens chargés essentiellement de continuer certaines tâches d'animation et d'information amorcées par le BAEQ.

Les solutions proposées sont donc loin de rejoindre les propositions même les plus timides de l' "esquisse" au sujet des structures d'exécution. On est donc surpris de constater la satisfaction des conseils régionaux qui dirigent le BAEQ : peut-être s'explique-t-elle par le rôle important qui leur est dévolu dans les nouvelles structures.

Les travaux du BAEQ risquent-ils donc de se terminer en queue de poisson ? On est porté à le craindre, si on analyse attentivement les différents éléments de la solution Lesage.

Le Conseil d'orientation économique du Québec s'est plutôt fait remarquer jusqu'à date par son inertie : organisme strictement consulta-

tif, composé dans sa majorité de représentants du capitalisme traditionnel ou du néo-capitalisme libéral, il ne dispose actuellement ni du personnel ni du pouvoir nécessaires pour étudier ou réaliser une véritable politique de développement régional, ceci malgré les louables efforts d'information accomplis ces temps derniers par son directeur, Roland Parenteau. D'autre part, le personnel du BAEQ, dont les meilleurs éléments auraient fort bien pu constituer l'équipe d'aménagement régional prévue, semble devoir se disperser dans divers ministères provinciaux ou fédéraux ou encore aller poursuivre des études à l'étranger. Dans ces circonstances, combien de temps faudra-t-il au COE pour étudier le plan du BAEQ et en sortir la politique de développement attendue plutôt des années que des mois, sans doute. Quand le plan sera prêt à être réalisé, il sera sans doute en partie dépassé et il faudra en faire un autre. Seul un début immédiat d'exécution aurait pu combler les attentes de la population, avivées depuis trois ans par l'animation.

les conseils économiques

Quant au comité de liaison demeuré sur le territoire pilote, quelle sera son efficacité réelle ? Que valent en fait ces conseils économiques régionaux à qui on en confie la direction ? Nous possédons sur eux une importante étude du BAEQ, encore inédite (15). Même si, en particulier dans le Bas-St-Laurent, ils ont constitué un groupe efficace de recherche et de pression, ayant amené en particulier la formation du BAEQ, ces conseils ont toujours paru peu représentatifs de l'ensemble de la population. Voici le portrait que Guy Bourassa trace du leader-type de ces conseils :

"Pour ce qui est des caractéristiques socio-économiques, nos analyses montrent que le conseiller typique voisine la cinquantaine, qu'il a en général une instruction supérieure au primaire et qu'il appartient surtout au domaine des affaires ou à la vie professionnelle. Son revenu le situera probablement au-dessus de $5,000.00 par année. Enfin, il semble s'être implanté dans la région depuis longtemps ; il y est né le plus souvent, ainsi d'ailleurs que ses parents et son épouse.

D'autre part, ce conseiller est particulièrement actif dans le domaine social. En général, il participe à plusieurs associations volontaires, notamment la Chambre de commerce ou la Société Saint-Jean-Baptiste, et il occupera souvent un poste de responsable dans l'un des mouvements dont il fait partie. De plus, il a généralement participé activement à la vie po-

litique au cours de sa vie, cela le plus souvent au niveau municipal. Il a tendance d'ailleurs à considérer la vie municipale comme très importante. En bref, le conseiller typique semble être un véritable leader au niveau municipal". (16)

Tant par leur revenu, leur éducation que par les associations auxquelles ils participent, les membres des conseils sont donc bien plus représentatifs des leaders traditionnels urbains que des couches populaires agricoles ou ouvrières.

Pour que les conseils jouent vraiment le rôle de représentants de la population que la planification régionale semble devoir leur confier, ils devraient donc être entièrement transformés dans leurs objectifs comme dans leur recrutement. Une restructuration à partir des comités locaux et zonaux d'aménagement créés par l'animation a bien été suggérée mais elle est encore loin de la réalisation. Il s'agirait de faire des conseils économiques avec leurs sections locales, sous-régionales et régionales la structure de participation auprès de ces deux interlocuteurs de base constitués par un ORD agissant comme gouvernement régional et par les fonctionnaires provinciaux regroupés géographiquement. A chaque niveau, le corps consultatif devrait représenter les divers groupes socio-économiques selon leur importance réelle dans le processus de production, les diverses associations selon leur implantation réelle dans le territoire : ceci amènerait sûrement un nouvel équilibre à l'intérieur des conseils en faveur des classes agricoles et ouvrières actuellement sous-représentées.

La solution Lesage, en retardant indéfiniment l'exécution du plan, rend quasi inutile l'établissement d'une structure de consultation qui ne trouverait pas d'interlocuteurs valables sur le terrain. Quant au "comité de liaison" prévu, autant les fonctions d'information et d'animation qui lui sont confiées étaient nécessaires au moment de la préparation du plan, autant elles risquent de dépérir devant le peu d'enthousiasme des populations durant la période intermédiaire entre la fin des recherches et l'exécution.

Peut-être pourra-t-on juger des résultats des trois dernières années d'animation sociale d'après la façon plus ou moins rapide dont la population dans son ensemble tentera de dépasser la solution Lesage par une opposition électorale systématique ou par des pressions politiques concertées. A moins que, selon une hypothèse répandue, l'animation ne serve encore une fois à faire accepter plus facilement les temporisations gouvernementales déjà endos-

sées par les conseils économiques régionaux.

Je ne peux donc, en terminant, qu'exprimer certaines craintes sur l'avenir de la tentative de planification régicnale amorcée par le BAEQ. Il me reste maintenant à tenter d'évaluer cet effort dans la perspective du socialisme québécois que nous cherchons à construire.

3 — un socialisme régional

La plupart des paris du BAEQ vont dans le sens d'une rationalisation de l'économie de l'Est du Québec et de l'augmentation du niveau de vie et du bien-être de ses habitants. Il n'y a rien dans ces objectifs qui dépasse les conceptions actuelles du néo-capitalisme québécois, rien non plus que doive désavouer un véritable socialiste, même s'il désire aller plus loin.

D'autre part, la politique d'animation sociale, telle que conçue théoriquement à ses débuts, semblait justifier tous les espoirs : en facilitant l'émergence de leaders nouveaux, plus conscients que l'élite traditionnelle des véritables problèmes de la région, et en leur fournissant l'information et l'organisation, elle risquait d'opérer un déblocage révolutionnaire débouchant sur une transformation globale des structures socio-économiques. On connaît par l'article de Lebel les vicissitudes réelles de l'animation : difficulté de recruter des leaders nouveaux explicable en partie par l'émigration des éléments jeunes et dynamiques, manque de liaison entre les animateurs et des chercheurs peu habitués à voir mettre en doute leurs solutions "rationnelles", attitude ambiguë des animateurs hésitant entre les besoins de la base et les directives venues d'en haut. On peut donc affirmer pour le moins que le processus révolutionnaire n'est pas encore amorcé et que l'animation a surtout réussi jusqu'à date à raffermir les positions de l'élite traditionnelle.

L'émergence d'une conscience régionale nous apparaît aussi comme un processus fort ambigu. Si l'on abandonne la conception exclusive d'un socialisme étatique et centralisateur pour des formules plus souples et plus démocratiques, il faut admettre que le niveau régional constitue un excellent échelon pour assurer la participation des travailleurs à la gestion de l'économie et de la société : il permet de multiplier les centres de décision en les rapprochant du producteur et du consommateur. D'autre part, il apparaît beaucoup plus conforme au socialisme d'amener l'industrie à la main-d'oeuvre que de déplacer celle-ci sans se soucier des problèmes familiaux, sociaux et même économiques ainsi créés.

Il n'en est pas cependant de la conscience régionale comme de la conscience nationale québécoise : alors que cette dernière recouvre les réalités culturelles profondes et les clivages économiques que l'on sait, la conscience régionale peut facilement être l'alibi choisi par une certaine élite pour conserver ou affermir sa prépondérance économique et politique. J'ai été fort surpris l'autre jour, lors d'entrevues de l'émission *Aujourd'hui* sur l'empire Brillant de Rimouski, d'observer certaines manifestations de cette attitude. Sans une exception, tous les Rimouskois interrogés sont venus souligner ce que leur ville devait à ce bon Jules Brillant, prétextant l'intérêt régional pour oublier que les entreprises de ce "requin" du capitalisme vivent à même l'exploitation de monopoles régionaux (téléphone, électricité, radio, télévision, journaux) vites renfloués par les coffres de l'Etat à la première alerte. Défions-nous donc de l'usage excessif de cette fameuse conscience régionale.

D'ailleurs, on a souvent l'impression, en parcourant les travaux du BAEQ, d'y entrevoir une conception de la société où à chaque problème correspond une solution rationnelle toute prête qu'il s'agit de révéler aux gens pour qu'ils l'acceptent sans trop de difficulté. Suffirait-il donc de réunir autour d'une table les représentants des divers groupes socio-économiques pour qu'ils s'entendent sur une politique commune ? N'y aurait-il donc pas de classes sociales à l'est de Québec ?

Sans doute, les premières étapes de la planification, dans une région sous-développée, risquent-elles de faire autour d'elles l'unanimité de la population. Mais, dès qu'il s'agira d'aller un peu plus loin, on verra bien vite surgir l'obstacle de la propriété déjà entrevu dans plusieurs des cahiers de l'"esquisse". Si l'on veut favoriser dans certains domaines l'établissement d'entreprises étatiques ou coopératives, on ne pourra manquer de soulever de nombreuses oppositions tant au niveau de la bourgeoisie régionale, bien implantée dans les conseils économiques, que des grandes entreprises de l'extérieur qui exploitent la région. Dans l'état actuel des choses, il est facile de prévoir qui l'emporterait. Ni à Québec ni à Mont-Joli n'existent en effet d'organismes possédant les pouvoirs coercitifs nécessaires à la transformation des rapports de propriété impliquée par toute planification socialiste authentique.

Car plus encore qu'au niveau de l'Etat, de la région ou de la municipalité, c'est au sein de l'entreprise que se construit au fond le socialisme. Si elle ne se dirige pas vers une véritable autogestion des entreprises, toute planification risque de

passer à côté d'une participation authentique. Seules des transformations profondes en ce sens, favorisées d'ailleurs par une considérable implantation coopérative sur le territoire pilote, donneraient leur véritable rôle aux organismes d'exécution prévus par le BAEQ. Refuser de toucher aux structures de la propriété, ce serait mettre cet instrument neutre en soi qu'est la planification régionale aux mains des élites traditionnelles ou encore y renoncer sous l'influence des grands intérêts économiques et de leurs alliés politiques. Dans les deux cas, on ne ferait que perpétuer sous une forme nouvelle les inégalités traditionnelles, débarrassées peut-être de leurs plus visibles conséquences.

gabriel gagnon

---

(1) Esquisse du plan cahier 2 L'agriculture
cahier 3 La forêt
cahier 4 La pêche
cahier 5 Les mines
cahier 6 Le tourisme
cahier 7 Industrie
cahier 8 Transports
cahier 9 Les Iles - de - la-Madeleine (2 vol.)
cahier 10 Structures d'exécution du plan.

(2) L'Aménagement, Vol. 3, No 2, 4 mars 1966.

(3) Esquisse, No 4

(4) " No 3

(5) " No 2, page 25

(6) " No 2

(7) " Nos 5 et 6

(8) " No 7

(9) L'Aménagement, Vol. 3, No 2, p. 7

(10) Ibid, p. 3

(11) Esquisse No 10

(12) " No 10, p. 82 - 113

(13) "Propositions: un office régional de développement" suite à l'Esquisse du plan, cahier 10, page 22.

(14) Ibid

(15) Bourassa, Guy — Les Conseils d'Orientation Economique. Contribution à l'Analyse des structures politiques. juin 1965.

(16) Ibid, p. 99.

l'option politique du b.a.e.q.

jean-marc piotte

Un certain jour de novembre 1964, les employés du B.A.E.Q. — aménagistes, recherchistes et animateurs — se réunissent pour faire le point sur les travaux effectués jusqu'alors et pour discuter des premières hypothèses de développement formulées par les différentes équipes de travail. Cette réunion donne lieu à d'acerbes discussions sur le problème d'orientation idéologique implicite à toute hypothèse de développement. Quelques-uns des employés du B.A.E.Q., dont Jean-Paul Gagnon, soutiennent qu'il y a un choix politique et idéologique à poser avant de tracer des hypothèses d'aménagement. Pour les autres, pilotés par Guy Coulombe, la question de l'option politique ne se pose pas, le développement étant d'abord une question de techniques. Ces derniers réussissent à clore le débat en formant un vague comité dont la tâche consisterait à étudier les termes du problème et à soumettre le rapport de leurs délibérations à une prochaine assemblée. Les employés n'entendirent plus jamais parler de ce comité . . .

Ce n'était pas la première fois que la question politique était posée, et elle devait l'être à nouveau, notamment à l'occasion de "l'incident des compagnies". Jamais elle ne fut vidée, l'argument de Guy Coulombe (le développement est d'abord une question technique) réussissant toujours à empêcher le débat. Nous pouvons cependant nous demander si la position de M. Coulombe ne constituait pas en fait une option politique bien précise. C'est ce que nous allons tenter d'éclaircir. Je ne poserai cependant que les grandes alternatives politiques en présence, ce qui donnera une allure schématique à cet article.

les trois options politiques en présence

Nous pouvons grosso modo discerner trois grandes lignes politiques:

celle du Gouvernement, celle des socialistes et celle que nous nommerons pour le moment des techniciens. Esquissons rapidement le sens de ces trois orientations.

Pour le Gouvernement du Québec, la mise sur pied du B.A.E.Q. ne représente aucun changement de politique. Le B.A.E.Q. est conçu comme un organisme chargé de rechercher des solutions aux problèmes socio-économiques d'une région très dépourvue, et ce, sans rien déranger au système capitaliste. Le gouvernement ne s'engage pas à appliquer les mesures que le B.A.E.Q. va suggérer, et la participation de la population n'est pour lui qu'un trompe-oeil, c'est-à-dire qu'un moyen d'entraîner la population à partager ses vues. Bref, le B.A.E.Q., pour le Parti libéral, n'est qu'un moyen plus ou moins traditionnel de faire disparaître le mécontentement de la population.

Mais dès sa fondation, les directeurs du B.A.E.Q. s'adjoignirent une équipe assez considérable de spécialistes. Ceux-ci prirent assez rapidement conscience du peu de sérieux de la politique gouvernementale et tentèrent de définir positivement l'action qu'ils entreprenaient. Deux courants allaient s'affronter au sein de cette équipe.

Le premier, dirigé par Guy Coulombe et François Poulin accepte le cadre du Gouvernement, mais lui donne une dimension technocratique: la solution des problèmes de la région réside dans la rationalisation de ses rapports socio-économiques: il ne s'agit pas de changer le système, mais de le rendre opératoire.

Ce groupe de techniciens veut se situer en dehors de tout débat idéologique: "Le développement des sciences et des techniques, affirme-t-il, a rendu vaines les options idéologiques". Par le moyen des techniques contemporaines, ce groupe croit avoir découvert la **Clé** des solutions. (Remarquons ici que Coulombe et Poulin ont été formés dans les universités américaines.) Mais en voulant se situer hors de toute idéologie, ils s'inscrivaient, quoique de façon inconsciente, dans un nouveau type d'idéologie, l'idéologie néo-capitaliste. Ils étaient à l'est du Québec ce qu'est Lévesque au P.L.: une volonté de rationaliser le système existant, le système capitaliste : un effort pour rendre ce système plus supportable aux travailleurs et plus fonctionnel pour les classes possédantes.

Cette volonté de rationaliser les rapports socio-économiques de la région avait deux corollaires. D'une part, les animateurs ont comme tâche d'introduire à cette nouvelle rationalité la population pour qu'elle puisse accepter le plan qui serait tracé par les chercheurs. (On disait bien que la population devait participer à l'élaboration du plan, mais en pratique . . .). D'autre part, les aména-

gistes doivent "animer" les hauts fonctionnaires et les ministres pour les rendre plus fonctionnels, afin que le plan puisse être accepté et appliqué par le gouvernement.

Une autre partie de l'équipe (les animateurs, dont surtout Martin Béliveau, et quelques chercheurs) veut aller plus loin: elle oppose à l'objectif de rationaliser le chaos existant, l'objectif socialiste de transformer les structures économiques de la région. Les socialistes affirment qu'il n'existera pas de solution véritable aux problèmes de l'Est du Québec s'il n'y a pas une transformation sociale, économique et politique du Québec.

Dans ce sens, ce groupe considère le B.A.E.Q. comme un cadre privilégié pour politiser la population, comme la pointe d'une lance qui devrait transformer la physionomie politique du Québec.

Le but de l'animation est de politiser la population, c'est-à-dire de la rendre consciente de l'inefficacité du système capitaliste, de lui faire voir le rôle que jouent dans ce système les partis traditionnels et de lui indiquer les voies à suivre pour instaurer un système économique correspondant à ses aspirations. La recherche n'est alors considérée que comme un moyen d'informer la population sur les véritables causes du marasme existant et sur ses solutions.

Bref, à l'objectif de "rationaliser" la population et le gouvernement selon les principes technocratiques du néo-capitalisme, les socialistes opposent l'objectif de politiser la population contre le système capitaliste et ses représentants.

En automne 1963, dès le début du B.A.E.Q., l'équipe se trouve donc en face de deux orientations possibles. Traçons rapidement la petite histoire de ces dernières.

la petite histoire du b.a.e.q.

Avec l'arrivée de Jean-Claude Lebel au B.A.E.Q. (mois de novembre 1963), les animateurs voyaient la possibilité de structures et d'affirmer leur option. Etant dispersés sur le terrain, il fallait un moteur qui oriente, dirige et centralise leurs actions: Jean-Claude Lebel, ayant en main le contrôle de l'animation, aurait pu jouer ce rôle.

Mais Lebel, lors de son arrivée, observe, hésite et étudie le rapport de forces. L'équipe du B.A.E.Q. est divisée en deux tendances: les aménagistes et les chercheurs non politisés qui reprochent aux animateurs leur esprit "aventuriste" et leur manque de rigueur scientifique, tandis que ceux-ci, appuyés par quelques chercheurs, reprochent à ceux-là leur manque de conscience politique, conscience que la plupart des animateurs ont acquise sur le terrain, avec la population.

Coulombe perçoit très bien ce clivage et, pour le contrecarrer, nomme Lebel aménagiste. Ce qu'il avait prévu, arriva. Lebel, pour qui j'ai par ailleurs beaucoup d'estime, adopta peu à peu l'option néo-capitaliste. Les animateurs, percevant ce changement diront que Lebel a été "happé par le haut".

A partir de ce moment (février 1965), les dés sont jetés: l'option néo-capitaliste s'instaurera définitivement. Les aménagistes reprocheront aux animateurs, et je cite, "de trop s'identifier à la population". Progressivement, l'animation s'orientera vers les "leaders" traditionnels régionaux, renonçant à s'appuyer sur les énergies populaires locales. Plusieurs animateurs quitteront l'animation soit pour un travail de recherche au B.A.E.Q. soit pour un autre travail hors du territoire. Les belles illusions s'étaient évanouies . . .

Les aménagistes se fixaient au point de départ trois grands objectifs: 1 — la préparation d'un plan pour rationaliser les rapports socio-économiques de la région; 2 — l'application de ce plan et, pour ce faire, introduire la rationalité au sein de la population et chez les fonctionnaires provinciaux; 3 — la formation d'une équipe permanente de spécialistes en aménagement.

En plus d'être un mauvais choix politique, l'option néo-capitaliste était irréalisable en tant que telle.

En premier lieu, l'Est du Québec — qui est la région la plus dépourvue au niveau économique — stagne encore dans la phase pré-capitaliste. Or il y a impossibilité de rationaliser, de rendre néo-capitaliste, ce qui n'est pas encore capitaliste. Dans une région comme le Lac-St-Jean, déjà dotée d'une infrastructure économique de type capitaliste, l'aménagement aurait pu être possible — mais non dans l'Est du Québec. Les aménagistes ont perçu assez rapidement cette difficulté; c'est pourquoi ils ont parlé de la nécessité d'implanter dans la région des industries motrices en vue de développer un pôle industriel dynamique. Mais en plus de viser deux lapins à la fois — chercher en même temps à rationaliser les rapports socio-économiques de la région (perspective aménagiste) et à implanter de l'extérieur une infrastructure économique (perspective planificatrice) — ce dernier objectif impliquait des décisions appartenant à des centres situés hors de la région, c'est-à-dire surtout à Québec.

En deuxième lieu, préconiser une politique d'aménagement sans qu'existe au niveau de l'Etat du Québec une planification, c'est aspirer à rendre plus habitable un taudis, non pas en le consolidant, mais uniquement en le peinturant. Vouloir amé-

nager sans qu'il y ait planification, c'est accepter qu'une série de variables de développement soient incontrôlables. Par exemple, en agriculture, le problème de la rationalisation de la production (agrandissement des terres, vocation des sols, comptabilité, etc.) est étroitement relié aux problèmes de la distribution (pullulement des parasites, l'import-export avec les Etats-Unis, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, etc.). Or la distribution ne peut être efficacement étudiée qu'au niveau de l'Etat du Québec. Est-ce pour cela que le B.A.E.Q. semblait dire que tous les problèmes du cultivateur venaient de la production?...

Bref, pour pouvoir aménager l'Est du Québec, il aurait fallu "animer" les hauts fonctionnaires et les Ministres pour les rendre néo-capitalistes, et il aurait fallu que ceux-ci instaurent au Québec une planification de l'économie. Même en accordant la plus grande confiance aux capacités "manipulatrices" des aménagistes, il était illusoire d'espérer un tel succès.

Chacun sait, actuellement, que le plan ne sera pas mis à exécution. Tout au plus, le P. L. appliquera peut-être certaines mesures qui seront rentables électoralement. A ne pas oublier non plus que l'équipe ne pourra pas se consacrer en tant qu'équipe à l'aménagement: aucun groupe, aucun gouvernement ne veut l'employer.

Aussi, ces derniers temps, les grands stratèges ont-ils changé leurs fusils d'épaule: il s'agit maintenant, pour l'équipe, d'aller travailler au gouvernement du Québec en vue de transformer la mentalité des fonctionnaires. Mais, malgré l'affirmation de Lesage à l'effet qu'on veillait à intégrer à l'appareil de l'Etat l'équipe rendue disponible, toutes sortes d'obstacles sont dressés contre cette intégration. La plupart des hauts fonctionnaires redoutent la venue de ces jeunes idéalistes. On les laisse attendre aux anti-chambres et on les promène de bureau en bureau. Québec leur offre des salaires de $1,000. à $2,-000. inférieurs à ce qu'ils recevaient au B.A.E.Q., tandis qu'Ottawa accepte de les augmenter. En fait, l'équipe se désagrège: certains vont à Ottawa, d'autres dans l'entreprise privée, un certain nombre à Québec et un groupe retourne aux études.

n'aurait-il pas mieux valu...

Bref, sous un vocabulaire réaliste, nos néo-capitalistes étaient irréalistes. Pas d'équipe permanente. Pas d'exécution du plan. Il est vrai cependant que les recherchistes ont acquis de l'expérience en préparant un plan. Mais est-ce suffisant?... Jean-Claude Lebel sera isolé dans cette région perdue en tant que responsable d'une organisation qui regroupe des "leaders" traditionnels régionaux. Est-ce satisfaisant?... Guy

Coulombe ira peut-être à Québec pour animer les hauts fonctionnaires et pour essayer d'entraîner le gouvernement à appliquer certaines mesures. Est-ce le début d'une révolution aménagiste?... Si certains gars du B.A.E.Q. sont satisfaits des résultats, c'est qu'ils ne peuvent accepter d'avoir travaillé pendant trois ans, dans des conditions difficiles, pour des miettes.

N'aurait-il pas été préférable de choisir l'option socialiste? Lutter pour politiser la population? Certes ce choix comportait certains risques. Par exemple, le gouvernement aurait pu intervenir pour mettre brusquement fin à l'expérience. Mais, d'une part, ce dernier n'aurait pu agir assez tôt pour empêcher que le probième soit posé devant l'opinion québécoise: dès 1964, l'animation avait déjà permis à la population de s'exprimer politiquement à la grandeur du territoire. D'autre part, étant donné que l'animation engageait peu les membres de l'équipe du B.A.E.Q. (il s'agissait, en fait, de donner une voix et des canaux d'expression à la masse des "petits"), le travail de politisation aurait pu être poussé fort loin avant que n'intervienne le gouvernement.

Bref, l'option socialiste — la seule option qui soit juste dans la perspective historique — était aussi celle qui était la plus "rentable" dans l'immédiat.

jean-marc piotte

---

p.s. Je tiens à remercier Roger Guy qui m'a aidé à élaborer ce papier.

littérature engagée

"A l'occasion des fêtes de la Confédération **Châtelaine** lance UN CONCOURS DE NOUVELLES HISTORIQUES. Ces nouvelles romanesques inédites doivent évoquer la vie quotidienne et le cadre qui furent ceux de nos ancêtres. L'action peut se situer dans n'importe quelle région du Canada. La période historique s'étendra de la découverte du pays par Jacques-Cartier en 1534, jusqu'à la Confédération qui unit les provinces en 1867".

Sujets à déconseiller :

— la défaite des plaines d'Abraham,
— la disparition de DuCalvet,
— l'insurrection de 1837-1838,
— le vrai visage de Lord Durham,
— la vie passionnée de Georges-Etienne Cartier **avant** 1840,
— la vie... de Louis Riel de 1844 à 1867 (après 1867, il n'en est pas question).

Sujets recommandés :

— la victoire des plaines d'Abraham,
— l'exécution ou l'exil des patriotes,
— la vie passionnée de Lord Durham,
— l'acte d'Union de 1841,
— la vie passionnée de Georges-Etienne Cartier **après** 1840,
— ...des pères, mères, tantes et bilingues de la Confédération. (Remarque : pour ces derniers, se rappeler qu'il s'agit de Canadiens français uniquement.)

p.c.

chroniques

chronique des partis

chronique du parti

jacques trudel

mots d'ordre et tâches concrètes

"Bâtir le parti" tel est le mot d'ordre que lançait le président Jean-Marie Bédard à la suite du congrès de mars ; c'est un mot d'ordre qui s'impose de toute évidence, comme conséquence pratique de l'engagement qu'ont pris les socialistes québécois en se ralliant au P.S.Q.

Jusqu'au congrès de mars, la gauche québécoise a traversé une période de définition et de renouvellement complet de sa pensée politique. Les jeunes générations ont participé largement à ce mouvement, et les idées de gauche ont conquis chez les jeunes un prestige qu'elles n'ont jamais eu auparavant.

Diverses écoles de pensées indépendantes les unes des autres ont donné naissance à ce mouvement ; cette situation a pu favoriser un certain individualisme, que le réalisme nous demande maintenant de dépasser.

La participation concrète de la gauche à la vie politique ne peut être en effet qu'un large mouvement concerté, organisé, basé matériellement sur de nombreuses tâches concrètes réalisées en équipes. Le parti est cette base matérielle d'organisation, absolument nécessaire.

Sans l'organisation politique, l'action de chacun dans les syndicats, les mouvements para-politiques, les revues, les universités. enfin dans tous les milieux, se heurte à un mur infranchissable: l'impossibilité de passer au plan politique à cause de l'absence de cadres politiques capables de remplacer ceux qui sont au pouvoir.

Cette impuissance réduit la portée de l'action progressiste dans tous les domaines, en particulier dans le domaine syndical. L'expérience le démontre assez, le syndicalisme le plus fort, s'il ne constitue pas une menace politique au pouvoir bourgeois, peut gagner des batailles, mais ne peut pas gagner la guerre. Sur les ques-

tions socio-économiques qui touchent l'ensemble des travailleurs, il n'obtient que lentement des demi-mesures ; **il ne peut pas de lui-même assurer "l'autorité du peuple".**

BATIR LE PARTI, concrètement, qu'est-ce que cela implique ?

Pour le militant, le membre, tous ceux qui sont convaincus, cela signifie : "DONNER PRIORITE AU PARTI". Question de simple logique; il faut d'abord que le parti existe. Et comme nous ne sommes pas encore très nombreux, c'est à nous tous qu'incombe la responsabilité de mettre le parti en marche. Et cela ne se fait pas avec des prières!

Ce qui est d'abord **très important,** et ceci s'adresse au lecteur de Parti Pris, c'est le geste simple, élémentaire, de prendre contact avec le parti, D'ADHERER, ou de renouveler son adhésion, de payer sa cotisation, d'avertir d'un changement d'adresse, d'offrir sa collaboration si minime soit-elle.

Une lettre à la poste, un coup de téléphone — le secrétariat est ouvert du lundi au vendredi de 2 à 10, 522-8119 — **et vous multipliez l'efficacité du parti.**

BATIR LE PARTI, c'est en faire l'instrument des masses. Si l'on parle d'un parti de masse, on parle de recrutement. LE RECRUTEMENT EST LA TACHE PRIORITAIRE POUR LES MEMBRES.

Il n'y a pas de raison pour qu'au Québec comme ailleurs il n'y ait pas de 20 à 40% de la population qui soit naturellement de gauche. Nous pouvons donc sûrement recruter des milliers de salariés, si nous travaillons systématiquement. Autrement l'existence d'un parti comme le nôtre est un non-sens.

TRAVAILLER SYSTEMATIQUEMENT, cela veut dire :

1 — D'abord se poser comme objectif personnel de recruter. Se dresser une liste de personnes à solliciter et aller les voir l'une après l'autre.

2 — Disposer de formules d'adhésion et de certains textes du parti (faites-en la demande au secrétariat).

3 — Parler du parti à vos amis. Amener les personnes intéressées aux assemblées mensuelles, aux assemblées de section.

4 — Nous communiquer les noms de sympathisants qui ne sont pas prêts à adhérer immédiatement, ou de personnes que vous n'êtes pas en position de solliciter vous-même.

L'excuse qu'on rencontre le plus souvent en guise de refus: "Je ne veux pas adhérer parce que je n'ai pas le temps de participer vraiment." Réponse: pour que le parti existe, nous avons besoin immédiatement de l'appui même moral de tous ceux qui veulent un renouvellement de la politique dans le sens de la gauche. Adhérez maintenant, participez plus tard! Nous organisons d'ailleurs des formes de participation qui prennent peu de temps, comme des assemblées de sections.

Mais pour ceux qui veulent participer vraiment, ce n'est pas l'ouverture qui manque. Plusieurs militants consacrent déjà de nombreuses heures à des tâches concrètes, telles l'organisation d'un secrétariat central efficace, l'organisation des sections, la formation politique, la propagande, et évidemment la préparation de la campagne électorale; ils sont débordés. Venez donc les aider, il y a travail pour vous tous les soirs au secrétariat.

Nous avons surtout besoin de personnes capables d'assumer des responsabilités sur une base continue, de façon à assurer au parti une organisation permanente et efficace.

Enfin, on a annoncé la tenue d'élections le 5 juin.

C'est connu, NOUS Y PARTICIPONS. Cette participation même limitée signifie pour nous un effort considérable à cette phase-ci de notre organisation, si l'on

tient compte des obstacles que le présent système politique oppose à un parti de travailleurs.

C'est aussi une occasion unique de concrétiser notre existence aux yeux du public, de propager notre programme, et aussi d'entraîner nos membres et sympathisants dans une action pratique qui peut faire que plusieurs se révèlent des militants politiques. Car c'est une mobilisation courte mais totale de nos effectifs et de nos moyens financiers qu'il faut réaliser afin de présenter, pour la première fois depuis 1956, des candidats socialistes au parlement de Québec.

Le mouvement de grèves qui se poursuit au Québec non pas depuis quelques mois mais depuis quelques années peut être le signe de l'approche d'une crise économique et politique. Il révèle en tout cas l'insatisfaction d'une part importante des masses populaires québécoises.

Ce phénomène dépasse d'ailleurs largement nos frontières; mais c'est ici qu'il nous faut essayer de construire l'alternative socialiste qui fera de notre société une société nouvelle, pleinement adaptée à l'époque de l'abondance.

jacques trudel

---

chronique du laïcisme

au mouvement laïque : virage à gauche

pierre maheu

Le dernier congrès du MLF a marqué le départ d'une radicalisation certaine, quoique encore mal définie. Les deux communications qui y ont été présentées, et qui seront publiées par le MLF prochainement, ont établi quelques idées de base de cette nouvelle orientation du mouvement. D'abord, le rejet de l'idée d'un "secteur neutre": si la laïcité est une idée valable, ce sont toutes les écoles qui doivent être non-confessionnelles pour tous. Et puis une généralisation, qui affirme que la laïcité est une conception de la morale et de la culture, une conception de la société elle-même, adaptée à l'âge technologique. De ce congrès, il ressort que le laïcisme est l'affirmation de la souveraineté de l'homme et de la raison en tout ce qui concerne les affaires humaines. Par conséquent, le MLF met de côté son état d'esprit minoritaire, rejette l'idée du "ghetto scolaire neutre", et engage la lutte pour un Québec laïque.

Cette pensée, si elle s'était exprimée au Mouvement Laïque dès sa fondation, n'y avait pas prévalu jusqu'à maintenant. Le MLF est né en même temps que la révolution tranquille, et en même temps que la pensée décolonisatrice-révolutionnaire au Québec. C'était l'apparition d'une société et de problèmes nouveaux. Un nouveau pouvoir et une nouvelle opposition se créaient en même temps. Et le tout était et est encore de savoir de quel côté le laïcisme se situera. La révolution tranquille, c'est la substitution institutionalisée du néo-capitalisme à la société traditionnelle; c'est l'apparition d'un

pouvoir plus intégré, plus structuré. Le duplessisme, c'était une dictature de broche à foin; le "lévesquisme", c'est la domination de classe rationalisée, dans un système mieux intégré et donc plus fort. Nous avons passé de la broche à foin à l'ordinateur électronique sans nous libérer. En fait, le Québec est passé en deux ou trois générations du Moyen Age à l'âge des monopoles.

Dans tous les Etats qui en sont à ce stade de développement, dans tous les pays hautement industrialisés, aux Etats-Unis comme en Europe, la déconfessionnalisation est une affaire réglée depuis si longtemps qu'on y pense à peine. Or, justement parce qu'il a sauté les étapes, le Québec arrive à l'âge de la production de masse avec une mentalité médiévale. Son industrialisation s'est faite sans les Québécois; dépossédés, étrangers chez eux, ils s'étaient repliés sur "la tradition". Le laïcisme a été un courant important de la pensée canadienne jusque vers la fin du XIXe siècle. Ce n'est qu'après l'échec de 37 et la confédération qu'il est disparu. Le cléricalisme est né de la défaite finale, et la culture a tourné en rond durant un siècle: en 1950 on prêchait encore l'agriculturisme! La révolution tranquille, c'est la bourgeoisie décidant de reprendre en main le pays, et de transformer les institutions qui serviront à l'intégration rationnelle de la société nouvelle.

La bourgeoisie, et tout le Québec d'ailleurs, a rompu avec le passé de nostalgie et de récrimination, et décidé d'assumer ce pays fait par les autres, qui n'en est pas moins le seul pays réel. Or, en ce pays, la confessionnalité est un anachronisme, un chien dans un jeu de quilles.

La déconfessionnalisation, logiquement, est contemporaine de la révolution tranquille. Lesage a eu beau affirmer que "tant que je serai premier ministre, il n'y aura pas de ministère de l'éducation", les bill 60, opération 55, etc. ne s'en succèdent pas moins; et le mouvement est irréversible. Si on regarde le Mouvement Laïque des cinq premières années, on se rend compte qu'il n'a guère été qu'un des éléments de ce mouvement, qu'il en a été, au mieux, le catalyseur. Ses membres, pour la plupart, étaient des représentants de l'intelligentsia bourgeoise, intellectuels, membres de professions libérales ou radiocanadiens. En adoptant la "solution Lacoste", le ghetto neutre, la création d'écoles anormales pour les anormaux Hagnostiques, ils allaient au "plus pressé"; et le plus pressé, pour eux qui étaient déjà émancipés, c'était d'obtenir des écoles émancipées pour leurs enfants. En se considérant comme une minorité, et en réclamant des droits (par ailleurs fondamentaux), ils se trouvaient à se désintéresser de la collectivité, et dans une certaine mesure, à s'en exclure eux-mêmes. Le MLF n'exigeait même pas la déconfessionnalisation, qui se faisait toute seule.

Heureusement, le MLF n'a pas été que cela. Il s'est aussi intéressé au droit civil, à la fiscalité, au planning familial, etc. Malgré sa position officielle sur la question scolaire, il allait plus loin sur les autres plans; l'esprit laïque y a toujours été vivant. Et c'est lui qui y reprend le dessus aujourd'hui. Or le laïcisme, c'est bien plus que la déconfessionnalisation, bien plus que la révolution tranquille. La déconfessionnalisation, ça n'existe pas tout seul; les religions et idéologies subsistent. Et une prétendue déconfessionnalisation qui ferait simplement organiser la coexistence plus ou moins pacifique des anciennes philosophies ne changerait rien à l'affaire. La déconfessionnalisation, c'est la tolérance : c'est la liberté et l'égalité abstraites de citoyens qui s'endurent les uns les autres faute de mieux. La tolérance, c'est, pour reprendre l'expression qui fut jadis en vogue à l'Université, le "droit à l'erreur". La non-confessionnalité est un vide, une forme creuse comme toutes les formes bour-

geoises, et que viendra remplir la réalité néo-capitaliste ou néo-cléricaliste.

Le laïcisme, au contraire, est une pensée positive, une philosophie qui doit supplanter les mystifications de la vieille société. Nous ne saurions plus nous contenter aux niveaux moral et culturel de pensées qui ont leur source au néo-lithique. Au Québec, être laïciste, c'est renouer avec les traditions révolutionnaires pour revigorer une culture en déliquescence. Et c'est affirmer la totale responsabilité des citoyens qui doivent acquérir le contrôle de la société. Et c'est affirmer la préséance de la société civile, du monde humain, sur toute autre communauté, chapelle ou Eglise. Ainsi compris, le laïcisme est plutôt solidaire de la nouvelle opposition que du nouveau pouvoir. La laïcité est contemporaine de l'indépendance et du socialisme. Les communications présentées au congrès éclairent cette complémentarité. Ainsi, après bien des détours, les mouvements qui incarnent les trois thèmes que **parti pris** a réunis dès son premier numéro commencent à se rapprocher. Le Mouvement Laïque dépasse son ambiguïté : il saute le fossé qui sépare la révolution tranquille de la révolution. L'événement est important. Au cours des mois, je tâcherai d'en étudier les suites.

pierre maheu

---

chronique du colonialisme quotidien

la folie bilinguale

gérald godin

Il faut plus que jamais rappeler que nous vivons une situation coloniale; qu'une minorité anglaise a ici le pas sur une majorité française; que plus les renseignements sur la situation réelle des Québécois de langue française circulent, plus il apparait évident que nous sommes les Noirs du Canada: expropriation des quartiers pauvres au profit des spéculateurs; pauvreté d'une proportion effarante de la population de toutes nos grandes villes: Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières; hauts salaires payés à des groupes privilégiés de travailleurs tout à côté d'une exploitation éhontée dans les secteurs moins payants pour les investisseurs; en un mot: anarchie économique complète, illusion d'un haut standard de vie, exploitation irrationnelle des richesses naturelles, puissant lobbying des capitalistes étrangers sur le gouvernement démocratiquement élu (sic), jugulement de toute véritable entreprise sociale de récupération des richesses naturelles (voir le sort fait à Soquem par Gérard Binette), nous vivons dans une illusion, la réalité est masquée partout et toujours et une des plus valables entreprises des intellectuels d'ici est de démasquer, de décrypter l'hallucination coloniale quotidienne.

Frantz Fanon a écrit que le colonialisme est une hydre à mille têtes : il est

partout, toujours, ne lâche du terrain ici que pour en reprendre là, fait des concessions pour mieux submerger par après, poursuit son travail en silence, a la force d'inertie et les mercenaires de son côté. Et enfin il atteint son maximum d'efficacité quand il réussit à déconnecter les sonnettes d'alarme du colonisé, à tranquilliser son esprit, à donner l'illusion que les conflits sont nivelés, ou qu'ils sont minables et qu'il ne vaut pas la peine d'y attacher tant d'importance.

Il faut donc que nous soyons constamment sur la brèche. Au risque même de passer pour fou, il faut être obsédé par le souci de débusquer le colonialisme partout où il se trouve. C'est avec ce souci en tête qu'il faut analyser toute la situation.

Pour le moment, une des formes les plus subtiles du colonialisme ici, c'est le bilinguisme. La dernière offensive a consisté, pour monsieur Lester B. Pearson, parfait unilingue à peu de chose près, à promettre un boni à tous les fonctionnaires supérieurs qui apprendront le français. Car il est entendu que les hauts fonctionnaires français, de toute facon une minorité, parlent anglais. Voici donc comment les choses se présenteront: on dira aux Québécois: la Confédération, c'est pas si mal que ca, on a fait des efforts, nos hauts fonctionnaires parleront peut-être français si le fric les attire. Deuxième temps : maintenant, faites comme nous: devenez bilingues. Avec cette différence que s'il est normal qu'un "public servant" parle la langue de ceux qui paient le tiers de son salaire, il n'est pas normal que tout un peuple devienne bilingue. On mettra dans la balance: tous nos fonctionnaires seront éventuellement bilingues, que tous les Québécois le soient aussi. La démarche est déjà entamée: relisez le discours de Jean-Luc Pépin sur le bilinguisme prononcé au cours de la fin de semaine du 15 au 17 avril.

Il ne faut pas se tromper. Le colonisé idéal aux yeux du colonisateur, c'est le bilingue en ceci qu'il ne conteste d'aucune manière l'univers mental du colonisateur. Imaginez un colonisateur qui doit échanger quelques mots avec un colonisé et que celui-ci ne parle pas la langue du colonisateur: il est pris de panique. Première réaction: (maintes fois vérifiée) "are you a separatist?"

Vous parlez votre langue, donc vous êtes dangereux. Pas très rationnel direz-vous. Au contraire. Le colonisateur sent bien qu'il est dès lors profondément remis en question. Son équilibre, où depuis toujours, les siens étaient anglais et nous étions bilingues, risque de s'effondrer. J'ai vu de mes yeux dans ce qu'on appelle un "cinq-dix-quinze" une vendeuse unilingue anglaise tenter de battre avec un drap replié une cliente qui exigeait du français. En plus de la battre, elle la traitait de FLQ et tout et tout.

A Trois-Rivières, nommée par ses maires et échevins la ville la plus française du monde, 5% de la population seulement parle anglais. Ce cinq pour cent est à majorité unilingue et si, devant un de ces messieurs vous parlez français, vous êtes aussitôt épinglé comme étant un être marginal, qui cherche la bagarre, qui veut en imposer, un "exalté".

Le colonisateur a réussi ce tour de force incroyable de se faire passer pour un colonisé et le sentiment qui nous anime quand on parle anglais devant un unilingue, c'en est presque un de pitié. Combien de fois, dans des soirées un seul invité sur dix était anglais, il faisait tous les efforts pour baragouiner le français, mais tellement mal qu'à la fin tout le monde parlait anglais. Par générosité pure ou par politesse ou je ne sais quoi, en tout cas un sentiment de supériorité.

La minorité anglaise est bien consciente que si elle nous a par la langue, elle

nous a sur tout le reste. Quand nous abdiquons le français où que ce soit au Québec, nous nous nions comme étant d'une culture différente, nous abolissons les conflits, nous nous assimilons volontairement, nous nous anéantissons, nous sommes déjà disparus "dans le grand tout anglo-saxon".

D'autre part, chaque fois que nous parlons français devant le colonisateur, nous nous posons comme décolonisés. Citons Frantz Fanon: "Tenir tête à l'occupant sur cet élément précis, c'est lui infliger un échec spectaculaire, c'est surtout maintenir à la "coexistence" ses dimensions de conflit et de guerre latente. C'est entretenir l'atmosphère de paix armée".

Un des signes les plus clairs de notre mentalité de colonisés, de "déconnectés", c'est la réduction de l'importance de la lutte linguistique au niveau de la manie de vieux garçons un peu ridicule, une "patente pour la St-Jean-Baptiste". Car le colonialisme, ce n'est pas que chez le colonisateur qu'on le trouve, mais aussi chez le colonisé. Chez le colonisateur, il consiste surtout à opprimer le colonisé par tous les moyens, à investir son cerveau de toutes parts, à discréditer celles de ses actions qui le contestent le plus et le tout dans un climat d'irrationalité profonde (Cf: are you a separatist). Chez le colonisé, répétons-le, c'est la déconnection, l'absence à la réalité.

Dans cette lutte linguistique, le colonisateur emploie tous les moyens. On a d'abord vu l'importance du bilinguisme et que le bilinguisme c'est, dit Albert Dauzat: le passage transitoire d'une langue à une autre. Le bilinguisme, comme nous l'avons déjà écrit, c'est l'unilinguisme du plus fort.

Mais il y a plus. Une autre phase de la lutte consiste à discréditer le français qui est parlé ici : là, nous atteignons le tréfonds du spécieux. C'est l'Anglais qui salit notre langue via le capitalisme et deux cents ans plus tard il ose dire: pourquoi apprendrions-nous le français, puisque vous ne parlez même pas le français. Ainsi, le bilinguisme ne peut jouer que dans un sens, puisque dans l'autre sens, il débouche sur une langue qui n'est même plus parlée au Québec. C'est aussi fou que l'argument qui consiste à dire que les Québécois ne sont pas présents dans l'économie de leur province parce qu'ils n'ont pas voulu l'être et que les Anglais, en fin de compte, n'ont fait que remplir un vide laissé par ces imbéciles de Canadiens français. Dire ça, c'est ignorer que Londres déversait l'argent ici par millions au début de la colonie et que Paris au contraire rapatriait toutes ses ressources, humaines et financières. Le colonisateur ne se gêne donc pas pour parler à travers son chapeau en attendant que le Québec lui fasse une crotte sur la tête.

C'est d'ailleurs fréquent dans le genre de guerre froide en cours actuellement. Il se trouve toujours quelqu'un pour dire n'importe quoi. Mais ce qui est le plus frappant, c'est que l'approximation, la demi-vérité, en un mot le mensonge vient toujours de la bouche du colonisateur. C'est que l'ombre joue pour lui. Tout ce qui reste dans l'ombre l'aide à perpétuer son exploitation. Pour nous au contraire, seule la lumière et la vérité comptent. Nous voulons que la situation réelle soit connue. Nous voulons savoir quelle est l'emprise du capitalisme anglo-saxon sur le Québec. Mais essayez de connaître ces chiffres. Nous voulons savoir quels sont les profits des compagnies de construction. Nous voulons savoir ce que vaut le travail des Québécois et ce que ceux-ci rapportent aux capitalistes. Nous voulons savoir au prix de combien de pauvrers ces messieurs anglo-saxons habitent Westmount, sont membres du St. James Club, roulent en Rolls-Royce, ont des chauffeurs et sont millionnaires. Qu'on nous le dise, si on n'a pas peur . . .

Pour finir, j'aimerais citer cet éditorial du quotidien "The Intelligencer" de Belle-

ville, en Ontario: "Si une telle politique (la politique du bilinguisme dans la fonction publique) était mise en vigueur, il serait à craindre que les Canadiens d'expression française, traditionnellement plus versés dans les deux langues que leurs compatriotes de langue anglaise, jouissent éventuellement de trop d'influence au sein du gouvernement et dans la société canadienne en général. Ce serait se condamner soi-même si ce qui était fondamentalement destiné à favoriser une plus grande compréhension entre les deux groupes ethniques qui ont fondé ce pays allait devenir une source de rancune et de mécontentement"

Fantastique! Entendre parler de la rancune des Anglo-Saxons contre les Canadiens français en plein Canada en 1966. Ces gens-là ne doutent de rien! La boucle est bouclée. Toutes les issues sont fermées, une fois de plus. Je me pose une question: à partir de combien de claques sur la gueule les gens se rendent-ils compte qu'ils sont à l'agonie et qu'il n'y a plus qu'à procéder à la libération s'ils veulent survivre.

gérald godin

"crise à parti pris!"

gérald godin

En moins de deux articles, Monsieur Richard Fournier de Sociologie Quatre à l'Université Laval, est devenu l'exégète le plus lucide de Parti Pris. Dans un premier article intitulé "Les fissapapa philosophes", il nous était apparu comme un pourchasseur éclairé d'atavismes bourgeois parmi les membres de l'équipe Parti Pris. De la chasse à l'atavisme à la crypto-analyse sociologique, il n'y a qu'un pas que Monsieur Fournier a franchi allègrement dans "Le Carabin" du 5 avril.

Son exégèse a surtout porté jusqu'à maintenant — jusqu'à date, écrirait notre voyant extra-lucide, qui parle aussi de "dilemne", de "schlérose" (sic et re-sic) — sur le texte que Paul Chamberland consacrait en décembre dernier à "L'individu révolutionnaire".

Pour Monsieur Fournier, ce texte fait la preuve de trois choses : a) la sclérose qui a saisi Parti Pris, b) l'embourgeoisement de Parti Pris, c) la crise qui secoue Parti Pris. D'un même élan, Monsieur Fournier fait de Paul Chamberland un individu isolé au sein de Parti Pris. Un jugeur et mieux encore : un témoin, du genre de ceux que l'on fusille; ainsi, Parti Pris, divisé contre lui-même voit tout à coup se lever dans son sein un candidat au martyre, un pur, un esprit inquiet qui s'est enfin ouvert les yeux sur la véritable nature institutionnelle, bourgeoise, impuissante et sclérosée de Parti Pris. Ledit témoin, pour ne pas dire Saint, divulgue

dans la Revue toutes ces tares intimes et ce faisant risque gros.

Telle est la découverte que Richard Fournier a faite. Il faut dès maintenant distinguer entre le côté conscient et le côté délirant de l'entreprise Fournier.

Consciemment, Fournier utilise une technique du discrédit qui n'est pas nouvelle. Gérard Pelletier avait fait la même chose avec Pierre Vadeboncoeur au moment du schisme à Cité Libre. Chez Fournier, la technique prend un tour inédit qui consiste, en plus d'inventer un dissident menacé à l'intérieur de Parti Pris, à utiliser un vocabulaire que l'on veut hypnotisant. Les mots "bourgeois", "institution", "fils à papa" reviennent le plus souvent dans la bouche des mages. Assez curieusement, ce vocabulaire ne repose pas sur une connaissance précise de la réalité de Parti Pris et n'a en fin de compte de sens qu'aux yeux de celui qui le prononce et ses pareils.

Ainsi, l'invective tourne en rond et ne satisfait que son auteur, n'atteignant d'aucune façon son objet. Il est bien connu en effet que seuls les bourgeois ont honte de l'être, comme tous les possédants craignent ceux qui ne possèdent pas. Et seuls les fils à papa n'aiment pas qu'on le leur dise. Le plus bizarre dans tout ça, et ce n'est pas la première fois qu'on voit la droite ainsi agir, c'est qu'elle utilise pour diffamer la gauche, des mots qui sont le fondement même de la droite. C'est dire à quel point elle est mal à l'aise dans sa peau. Qu'elle ne se rende pas compte qu'en accusant la gauche d'être "institutionnalisée", elle conteste elle-même sa propre existence, montre à quel point la droite est en proie à des contradictions internes. Ceci n'est pas sans me rappeler l'histoire de ce moustachu qui ne trouvait rien de mieux pour insulter les gens que de les traiter de barbus. Ainsi voit-on la droite en complète ignorance d'elle-même, prise de panique, se contredisant et ne réussissant à être toujours là que par la force d'inertie des sociétés.

Cette panique nous mène tout droit au délire de Monsieur Fournier. Il veut tellement prendre Parti Pris en défaut qu'il en perd tout simplement la raison. Toute l'argumentation de Richard Fournier repose sur le vide pour une raison très simple : l'article de Chamberland a été publié dans la revue Parti Pris. Je répète : l'article de Chamberland a été publié dans la revue Parti Pris. Pour se tirer de ce mauvais pas, Richard Fournier est forcé de déboucher sur le délire pur que je résume ainsi : Chamberland a écrit ce papier pour qu'il ne soit pas publié et Parti Pris l'a publié pour qu'il ne soit pas lu. Un paragraphe du texte de l'extra-lucide Fournier est significatif à cet égard et je le cite : "(. . .) la publication de l'article de Chamberland postulait que la Revue n'était pas sans ignorer que la signification de l'article serait perçue de l'extérieur, et qu'elle acceptait ainsi d'établir aux yeux du public ses faux-côtés. Néanmoins, trois mois plus tard on se demande encore si la Revue cette fois-là s'attendait à être lue" (. . .)

Nous tombons dans l'aberration pure : figurez-vous que Monsieur Fournier a fait une découverte : il s'est rendu compte que Parti Pris publiait pour être lu . . . Extraordinaire !

Maintenant, sur le fond même de la question, je ne dirai que ceci : ce qui caractérisera toujours la pensée révolutionnaire, c'est son mouvement. Ce qui caractérisera toujours la droite, à laquelle M. Fournier se défendra bien d'appartenir, féru de sociologie, de scientisme et d'analysomanie comme il l'est, ce qui caractérisera toujours la droite, c'est son statisme. Et précisément à cause de ce statisme, elle ne sera jamais autre chose que paniquée devant le mouvement et tombera dans

l'irrationnel. Elle fera de ce mouvement même la preuve d'une sclérose et d'un embourgeoisement. Elle émiettera la réalité pour montrer qu'elle est émiettée. Elle qui ne remet jamais rien en question, quand elle assiste à une inquiétude, elle crie victoire, alors que c'est là même qu'elle est défaite.

gérald godin

(sur)vivre aux u.s.a.:

michel euvrard

Quatre romans américains lus par hasard à la suite les uns des autres l'année dernière ; par hasard, mais si c'est par hasard que leurs héros se ressemblent tant, c'est un hasard qui fait bien les choses, une coïncidence, une convergence bien significatives.

Jack Bolling dans *The Moviegoer* (1), Peter Hatten dans *Salt* (2), Jacob Horner dans *End of the Road* et Todd Andrews dans *The Floating Opera* (3), ils ressentent une semblable "difficulté d'être" pour des raisons similaires, les unes nommables — la mort de leurs parents, la Dépression, la guerre — les autres implicites, diffuses, ambiantes — à nous de les identifier — qui ont sur eux des effets, les contraignent à des attitudes dans la vie, à des façons de se débrouiller avec la vie comparables.

> "Follow old Peter. Calm that overheated heart When you think you're in love or have an itch to gamble, try to keep three orarges going in the air." **Salt.**
> "I too once met a girl in Central Park, but it is not much to remember. What I remember is the time John Wayne killed three men with a carbine as he was falling to the dusty street in Stagecoach . . ." **The Moviegoer.**

Ils ont tout pour être heureux : jeunes, indépendants, gagnant pas mal d'argent, disponibles, pas mal de leurs personnes, blancs, anglo-saxons, protestants, hétérosexuels.

Et perpétuellement au bord de la crise ou de la dépression nerveuse.

Et ne tenant le coup que par la pratique d'une activité gratuite, mécanique ou absurde, sans autre justification que celle, thérapeutique, de leur permettre le contrôle de soi :

Peter jongle avec des oranges.

Jack passe son temps au cinéma ou devant la télévision.

Jacob enseigne la grammaire prescriptive pour éviter de se retrouver incapable de prendre une décision, de bouger, littéralement paralysé comme il l'a été un jour dans la salle des pas perdus de la gare de Baltimore alors qu'il se demandait quel train il allait prendre.

Todd distribue dans des caissettes à fruits le matériau, lettres, documents, notes manuscrites, de l'enquête qu'il a entreprise après avoir un matin décidé de se suicider pour reconstituer le processus qui l'a amené à y renoncer le même soir.

> "Peter agreed this was no way for a man to live. But, he asked himself, what percentage of Americans do any useful work? Eight? Eleven per cent?" Herbert Gold: Salt.

Ce sont tous quatre des Américains de la classe moyenne, âgés d'environ trente ans à l'époque des événements qu'ils rapportent ou dont ils sont les acteurs ; ils vivent, comme la majorité de leurs concitoyens dans des villes, grandes ou petites, New York (Peter), la Nouvelle Orléans (Jack), Cambridge et Wicomico, Maryland (Todd et Jacob respectivement) une vie sédentaire, ils exercent des professions respectées et convenablement rémunérées, agent de change pour Peter et Jack, avocat pour Todd. Mais s'ils ne crachent pas sur l'argent qu'ils gagnent ni sur le luxe modeste qu'il leur permet, s'ils apprécient de ne pas connaître de soucis matériels, ils n'en prennent pas pour autant au sérieux le métier qu'ils se trouvent exercer ni leur "situation sociale", ils ne *se* prennent pas au sérieux en tant que personnages sociaux. Ils ne sont pas dupes de leurs activités professionnelles. Leur profession ne leur donne l'occasion que d'une activité abstraite ; ils ne produisent rien, n'achètent ni ne vendent aucune marchandise réelle : Peter et Jack conseillent leurs clients dans l'achat et la vente d'actions ; Todd prépare des dossiers, réunit preuves et témoignages et les agence selon une logique tout intellectuelle ; il dit de son métier : "Although my law practice pays my hotel bill, I consider it no more my career than a hundred other things" ; quant à Jacob, il enseigne une matière qui ne comporte ni choix ni discussion, aucune incertitude, aucune spéculation, et c'est bien pourquoi cette profession lui a été recommandée par son médecin, non comme carrière mais comme thérapeutique.

S'ils sont tout à fait "normaux" quant à leur situation sociale, ils commencent à se singulariser un peu par leur situation personnelle : ils ont perdu tôt leurs parents, ont commencé de bonne heure à vivre seuls, et continuent ; célibataires, ils vivent à l'hôtel, ou dans une chambre meublée, ou, au plus, dans un studio.

Ils se soumettent au minimum d'obligations sociales ; ils donnent des gages à la société, mais le moins possible : leur métier, leurs vêtements, leur voiture (mais Todd n'en a pas) ; ils vivent comme tout le monde, ne se singularisent pas positivement (ne commettent pas d'excentricités, ne professent pas des opinions extrémistes), mais participent aussi peu que possible à la vie collective : célibataires sans enfants, ils n'appartiennent pas à l'association des parents d'élèves ; ne militent dans aucun parti politique, aucune association civique de quelque bord qu'elle soit ; évitent autant que possible même les réunions de famille, et en général, tout ce qui pourrait les lier, les contraindre.

Ils ne sont donc aucunement des hommes publics ; ils n'ont pas de vie de famille ; ils n'ont même pas à proprement parler de vie privée ; oh ! ils ont des liaisons, mais ils les vivent à l'extérieur, dans les restaurants, les cinémas, en voiture, sur les plages, en week-end (Jack, Peter), avec de jolies filles interchangeables ; avec une vieille fille qui cherche l'aventure à Atlantic City (Jacob), une femme mariée (Peter), la femme de leur meilleur ami (Jacob) et si possible avec l'assentiment de celui-ci (Todd) — des femmes qui par leur situation même ne peuvent avoir de desseins sur eux ; dans leurs relations avec elles, ils évitent soigneusement qu'il soit question de sentiments ; convenance mutuelle, agrément, jeu, plaisir oui, mais rien de plus.

> "The truth is that while I knew very well what copulation is and feels like, I'd never understood personally what love is and feels like." Todd Andrews, in John Barth: **The Floating Opera.**

Les mots qui désignent des sentiments semblent n'avoir pas de sens pour eux. Pour tout ce qui touche à l'éthique, aux valeurs, aux émotions, ils semblent n'avoir

pas de langage commun avec les autres, et faute d'un langage commun ils paraissent insensibles, monstrueux ; ils savent qu'ils vont décevoir sans pouvoir s'expliquer, se justifier.

Aussi sont-ils contraints à l'isolement, à la retraite, à la non-participation, au désintérêt. Pour tout le monde, ne ressentant apparemment pas les émotions, n'éprouvant pas les sentiments de tout le monde, ils sont insensibles, inexplicables. Mais comme ils acceptent un minimum de conventions sociales, se tiennent normalement et ne professent pas des opinions nihilistes ou révolutionnaires, ils sont une énigme mais pas une provocation, et tout le monde ne se retourne pas contre eux, ils ne sont pas mis au ban de la société, ni victimes d'aucun ostracisme : tout au plus se condamnent-ils, et ils s'y résignent ou le choisissent, à être des solitaires.

"I think you don't even exist at all. There's too many of you. It's more than just masks that you put on and take off — we all have masks. But you're different all the way through, every time. You cancel yourself out. You're more like somebody in a dream. You're not strong and you're not weak. You're nothing." John Barth: **End of the Road.**

Aussi ceux, leurs maîtresses par exemple, qui se trouvent tout de même entretenir avec eux des relations personnelles se rendent-ils compte bientôt qu'il y a dans leur façon d'être quelque chose qui les maintient elles à la périphérie de leur être à eux et qui enlève sa réalité au rapport le plus intime ; elles se trouvent à jouer un jeu avec un partenaire absent, avec un "mort" ; elles les sentent évasifs, fuyants, absents, tellement ailleurs qu'elles en viennent à douter de leur masculinité (malgré les preuves qu'ils leur en donnent volontiers) et finalement de leur existence même ; les plus banales les quittent parce qu'ils ne leur apportent pas la sécurité, parce qu'ils ne les "aiment" pas, les plus intelligentes et sensibles sans pouvoir se donner de raison sinon sans doute que cette absence les conteste, les oblitère.

Mais eux, de leur côté, ne se sentent que trop exister, vivants, humains, trop humains ; s'ils semblent aux autres absents, inexistants, c'est qu'ils sont ramassés sur leur difficulté à vivre dans un monde pas fait pour eux ni eux pour lui et qui les heurte, qu'ils cherchent à protéger leurs blessures et leurs cicatrices de son contact brutalisant, que, terrorisés, ils sont rentrés dans leur coquille. Comme leur conformisme, leur frivolité, leur scepticisme, leur distance sont des colorations protectives.

"You mustn't take things seriously," I said cheerfully. "No matter how you approach it, everything we do on earth is absolutely ridiculous." Todd Andrews, in John Barth: **The Floating Opera.**

"...it was never very much of a chore for me, at various times, to maintain with perfectly equal unenthusiasm contradictory, or at least polarized, opinions at once on a given subject." Jacob Horner, in John Barth: **End of the Road.**

"I am Jewish by instinct. We share the same exile. The fact is, however, I am more Jewish than the Jews I know. They are more at home than I am. I accept my exile." Jack Bolling, in Walker Percy: **The Moviegoer.**

"He could take almost any strong experience and make little of it." Peter Hatten, in Herbert Gold: **Salt.**

Ils sont marqués par une sensibilité souffrante aux aspects inacceptables du monde où ils vivent ; sensibilité qui les isole, en fait des solitaires, les oblige à se protéger ; les fait paraître finalement insensibles : ils se carapacent en effet dans leur solitude, dépouillent leur vie, s'éloignent ; ils se différencient d'autant plus que tout en se protégeant, ils refusent le confort intellectuel, ils n'endorment pas la douleur, restent vulnérables, sur le qui-vive, ne se mettent pas dans du coton, coton des habitudes, cocon de la famille ; ils sont à la fois protégés, séparés et nus — quelqu'un qui est à vif cherche à se protéger, mais si protégé qu'il réussisse à

se rendre, il est toujours à vif en attendant que la peau repousse : leur peau ne repousse pas, ou très fine, très fragile.

On peut — les auteurs les ont indiquées — discerner à leur sensibilité, leur vulnérabilité les habituelles causes psycho-sociologiques ; elles n'expliquent toutefois pas entièrement le malaise: ce qui a mis à vif leur sensibilité ne l'a pas déformée; ils sont sensibles non à tort mais à raison ; ce sont les autres, dont les mêmes événements, les mêmes aspects du monde n'ont pas *décapé* la sensibilité, qui sont émoussés, inconscients, ayant mécaniquement au fil des années enroulé leur sensibilité dans des épaisseurs d'ambition, de réussite, d'activités sociales dont ils ne remettent jamais en cause l'importance ni la légitimité.

Les quatre personnages de ces romans, eux, ne tentent que de trouver un modus vivendi, entre l'agrément et le malaise, dans une tension malaisée. Rien de dramatique ni d'absolu, mais une "appréhension" attentive et détaillée des conditions objectives de la vie dans une société extrêmement complexe et organisée, dans laquelle une hypothétique "nature" a peu de part — les conditions objectives de *notre* vie, dont ils n'acceptent que ce qu'ils peuvent, sans révolte ni complaisance. Sans désir d'en sortir. Sans croire qu'il soit possible d'en sortir.

Tous, la vie qu'ils mènent les maintient au bord de la dépression nerveuse et ils n'y peuvent rien : ils n'envisagent pas de changer de vie, et "changer la vie", le peut-on, peut-on même croire qu'on le peut, aux Etats-Unis ? La vie qu'ils mènent les rend malades, mais il faut "tenter de vivre" ; la vie est une maladie chronique à laquelle il faut trouver un remède, ou plutôt, puisqu'il n'est pas question de guérir, il faut trouver une façon de vivre avec.

"People with stimulating hobbies suffer from the most noxious of despairs since they are tranquillized in their despair." Jack, in Walker Percy: **The Moviegoer.**

"...the man who had given him juggling lessons, a Sicilian smelling of Cologne... was perhaps the most useful person in his recent experience... he had saved his life. He rescued him from the disaster of love; he turned him away from speculation — gambling — destruction." Herbert Gold: **Salt.**

Que dire de la façon dont ils s'y prennent?

Peter, qui "peut passer par n'importe quelle expérience et la minimiser", est incapable de supporter la sincérité de Barbara et qu'elle lui fasse don d'elle-même sans calcul et sans réticence; il ne peut en effet "garder le contrôle", son obsession, qu'à la condition de rester sur ces gardes, de ne pas se donner; elle se donne, lui ne le peut, ne le veut pas, la quitte.

Peter, élégant, "cool", désespéré, va continuer à gagner de l'argent, à collectionner les filles et jongler avec des oranges: il n'y a pas d'espoir et pas de solution pour Peter.

Il y a cependant dans *Salt* une alternative à Peter, c'est son ami Dan; Dan et Peter ont fait la guerre ensemble, été amoureux de la même fille que Dan a épousée, dont il a deux enfants, avec qui il ne s'entend plus; Peter la lui fait quitter, le fait venir à New York. Dan commet toutes les erreurs, éprouve toutes les souffrances dont Peter se garde; il s'engage, il se risque, quitte à attraper des coups sur la tête, il a mal, il est torturé, parfois amer, mais il en redemande; il entame une liaison avec Barbara après que Peter l'a quittée, et c'est ensemble que Barbara et Dan vont tenter de faire leur vie. Peter sait ne pas avoir d'ennuis (qu'il croit), Peter est élégant, Peter a de l'aisance, Peter jongle avec les oranges, mais c'est Dan, le juif Dan, suant, emprunté, souffrant, grotesque, qui a raison, qui est du côté de la vie.

Mais que Peter soit, du moins pour moi, comme personnage de roman beaucoup

plus convaincant, intéressant, "réalisé" que Dan, trop proche du personnage conventionnel du Juif dans les romans, indique que cette alternative, cette opposition de l'éthique protestante négative et stérile et d'une éthique juive généreuse et vitale, sont un peu faciles.

Jack abandonne la "quête" dont il parle dans le livre sans pouvoir dire de quoi il est en quête, et qui pouvait bien être l'alibi de sa frivolité, pour épouser sa cousine Kate : elle est encore plus rigide, terrorisée, paralysée que lui ; en acceptant la responsabilité d'un être, il déplace son centre de gravité, transfère sur elle son égocentrisme ; on ne peut que lui souhaiter bonne chance, et qu'ils ne deviennent pas un fameux couple de petits bourgeois, mais tout le monde n'a pas une cousine comme Kate, belle et terrorisée, à épouser !

Jacob est pris en main, dans la gare de Baltimore par un "Docteur" noir, mi-charlatan mi-thaumaturge qui s'est spécialisé dans l'étude des immobilités psycho-somatiques. Il accepte de suivre le traitement que celui-ci met au point pour lui, puis s'en écarte lorsqu'il fait la connaissance d'un collègue et de sa femme, se laisse fasciner par le couple, couche avec la femme, obtient du "Docteur" qu'il pratique un avortement lorsque celle-ci se trouve enceinte, et lorsqu'elle meurt sous l'anesthésie, que le mari perd sa position à l'école normale, que le "Docteur" disparaît, se retrouve livré à lui-même, au terminus des autocars, avec devant lui le choix d'une destination.

Todd, sans le savoir, devient écrivain, auteur de **The Floating Opera.** Sans le savoir car tout le long du livre, il se contente de rassembler le matériau et de rédiger ce qu'il considère seulement comme une partie de son enquête, et il lui importe peu de ne pas arriver au bout : l'entreprise se suffit à elle-même, et lui suffit; elle s'est substituée à sa vie, l'auteur en lui s'est substitué à l'homme et le livre qu'il ne sait pas qu'il écrit devient sa vie et la justification, sans doute posthume, de sa vie.

L'accommodement qu'ils trouvent ou ne trouvent pas avec une vie "impossible", continuer pour Peter, le mariage pour Jack, pour Jacob l'inconnu et pour Todd la création littéraire, sont donc des accommodements individuels, "privés", qui laissent le lecteur en face de lui-même.

Il n'est pas indifférent de noter toutefois que l'aide, le dérivatif ou l'alternative suggérés par deux écrivains sur trois viennent d'un monde, d'une tradition étrangers, de membres d'une minorité, le jongleur sicilien et le juif Dan chez Herbert Gold, le quasi-sorcier noir chez John Barth; ce recours aux puissances dont les Noirs, les Africains seraient dépositaires se trouvait déjà chez Saul Bellow dans **Henderson the Rain-King.**

Enfin, puisqu'il serait utopique de la part d'écrivains américains de proposer une solution politique, aux difficultés de leurs personnages américains, c'est l'honnêteté de ces romans et de leurs auteurs que de laisser finalement le lecteur en face de lui-même. Les oeuvres "beat" séduisaient par une allure de liberté, de spontanéité; mais il s'agissait d'une liberté et d'une spontanéité du langage qui donnaient à croire que le problème était résolu quand il n'était qu'éludé : l'enthousiasme, le oui au monde s'affirmaient aux dépens de la lucidité; refusant un ordre inacceptable pour une soi-disant liberté, les beat n'ont pas démontré qu'ils pouvaient vivre **ici** autre chose que des épisodes; leur évolution ultérieure, le recours au Zen, l'expatriation montrent que même cela leur est impossible. Ils ont permis que leur personnage, l'image publique et publicitaire de leur personnage se substitue à leur oeuvre pour la désamorcer et eux avec. Cela ne risque pas d'arriver à Gold, à Percy, à John Barth, puisque leurs ro-

mans ne nous renvoient pas à leur personne mais à nous-mêmes.

Il y a beaucoup plus de chances que nous soyons des Peter Hatten, des Jack Bolling, des Jacob Horner ou des Todd Andrews, que des Sal Paradise; notre "étrangeté" est davantage susceptible de prendre la forme négative, torturée, mutilante de la leur que la forme positive, conquérante, enthousiaste de celle de Sal — qui n'est d'ailleurs à mon sens qu'une rêverie compensatoire (et comme telle significative et pleine d'enseignements). Aussi ces romans nous concernent-ils : ils nous tendent un miroir non déformant, ni rose ni bleu; un miroir qui est en même temps, comme tout miroir, un mur, un obstacle. Nécessaire, puis à franchir. A travers le miroir rendez-vous au-delà.

michel euvrard

(1) Walker Percy: The Moviegoer. 1961. Popular Library. 50c.

(2) Herbert Gold: Salt. 1963. Permabooks. 50c.
Egalement de Gold en livre de poche :
The prospect before us. Award Books. 60c.
The Man who was not with it (aussi intitulé: The Wild Life).
Therefore be Bold. Lancer Books. 40c.
The Optimist. Pocket Books. 75c.

(3) John Barth: The Floating Opera. 1956 Avon. 75c.
End of the Road. 1958. Avon. 35c.

---

interprétations de la vie quotidienne

"L'art, c'est le délire d'interprétation de la vie."

Louis ARAGON
("Qu'est-ce que l'art, Jean-Luc Godard?" / "Les lettres françaises", 9-15 sept. 65.)

patrick straram

pourriture & cie (suite)

La Véronique l'ineffable me revient de Sausalito avec une page du "San Francisco Chronicle" du 8 avril 66 que lui a confié notre ineffable autant Flibustier au soleil, le camarade Jean-Marie. Parmi les chanteurs qui sont annoncés au second Festival du Blues de Berkeley : Lightnin' Hopkins.

Mon erreur : n'avoir pas vérifié si était vrai ce qu'un Derek Bennet écrivait dans "The Georgian" du 7 décembre 65. Dorénavant je sais quoi penser de la sorte de journalisme qu'on pratique à la Sir George Williams University.

Que mon erreur mette en garde contre une telle presse "étudiante", qui peut annoncer des morts qui n'ont pas eu lieu. Au moins ainsi prouvé ce que valent les "productions" (on le savait déjà en ce qui concerne celles de la McGill University) de la Sir George Williams University. **Pourriture & Cie.**

Que Lightnin' Hopkins vive, ô combien tant mieux ! Et que ce soit pour longtemps encore !

Ainsi curieusement et magnifiquement **actualité** ce que j'écrivais si peu avant, qui suit.

le saule pleureur qui se marre

Cette vallée du Richelieu que j'aime tant, où je vis plus intensément toute cette tension tranquille comme d'un temps suspendu, dont chaque fragment "occupe" comme un plaisir simple, le plus absorbant . . . La maison sur le bord de la route le long du Richelieu, le saule pleureur, vin rouge et marc de Bourgogne, ce week-end 26-27 mars (après une semaine de travail sur le **parti pris** que — comme il le — préparait Depocas, j'en avais un drôle de besoin urgent, de cet isolement, le calme !) . . . Chez Puck et Kasma — bizarre ça, hein ? un couple qui pense à emmener à la campagne cactus-ookpik et Bison ravi . . .

Dans le cadre de l'émission radio de Larue-Langlois, Pierre Bourdon et Michel Garneau, "Les forains du 20", une production Radio-Canada, diffusée sur C.B.F., j'ai dit que les nuits que j'avais dormi sur les banquettes "Chez Moineau", rue DuFour, j'avais appris à n'avoir jamais besoin de rapport de police pour écrire et à ne devenir jamais un Guillaume Hanoteau, "un larbin de service des belles lettres en France, et c'est-à-dire un maréchal des logis, aux sens les plus nauséabonds des deux mots, un maréchal des logis du vécu et de sa représentation", journaliste type de "Paris-Match" et l'"historien" d'un "Age d'or de Saint-Germain-des-Prés" gadget très "dans le vent" au moment opportun — livre dans lequel il déclare irrécupérables ces enfants minés par l'alcool et la faim qui dormaient sur les banquettes de ce bistro rue DuFour, "ces épaves ne sont pas encore majeures (. . .). Ils ont vingt ans et ils mourront clochards", j'en ai 32, et n'ai jamais été mieux dans ma peau, pas cher monsieur, dans la peau duquel je ne risque jamais d'être, pour avoir appris à vivre sur les banquettes "Chez Moineau" et sur l'Ile du Vert-Galant, d'où on peut embarquer pour le Carré Viger, ce qui "fait du bien"... J'ai dit aussi comment j'avais appris alors "à écouter attentivement ce qu'un homme a à dire de lui qui dit comment il vit et ce que ça veut dire d'être un homme, autrement dit d'être en vie"...

Chez Puck et Kasma sur Richelieu, j'écoute Lightnin' Hopkins; je découvre deux autres disques. Deux autres disques de Lightnin' parmi ceux **à écouter absolument.** Le disque "Prestige' 7377, **Soul blues.** Le disque "Prestige" 7370, **My life in the blues,** "as interviewed by Samuel A. Charters". Celui-ci est un autoportrait exemplaire ; idées, images et ton font la différence : j'entends parler en terrain connu, le seul où j'aime errer dans certains cas-limites (et on y trouve aussi, aussi bien, le "dit" au "Rodéo", dans certaines tavernes, dans des trains, chez quelques camarades), aux antipodes de tous les "beaux-parlers" et concevables moins "parler-façades-sans-coquilles-derrière". Lightnin' raconte ce qu'il a vécu, qui fait qu'il chante les blues qu'il chante, chante quelques blues entre amis. Un monologue, ce préalable pour moi indispensable à tout dialogue: un homme raconte l'histoire de sa vie, avec les mots qu'il s'y est forgés, qui font que maintenant il vit de cette seule façon-là . . .

I been wondering why the people can't understand as I do. Lightnin' Hopkins.

Ce qui est bien à la racine de l'homme la seule question de vie ou de mort qu'ait à se poser un homme, qui en vit, de telle façon ou telle autre, avec tels autres hommes ou tels autres . . .

Surtout tant qu'on laisse fournir les "informations" un Guillaume Hanoteau et ses comparses innombrables, qui sont ici légion — vous reporter à votre quotidien habituel, ou y regarder à deux fois lorsque vous voyez une télémission qui devrait être bonne.

Quant au saule pleureur qui se marre . . . Pour être plus entièrement dans et avec

Lightnin', nous avions fait en sorte que nous soyons branchés sur la même **longueur d'ondes.** Il faut toujours dans certaines **fêtes,** à refaire l'expérience d'un déchirant qu'on s'est choisi pour établir une fiche anthropométrique avec laquelle **être d'accord,** pour mieux y pénétrer et s'y consumer aussi **s'en fendre la gueule** (rire, d'une certaine façon). Comme, par exemple, se la fend d'embrasser la femme l'amant dans l'admirable tableau d'un amour que m'a donné Kittie Bruneau : une "interprétation" à la Lightnin'. Il faut être très attentif toujours à la mise en scène d'un état d'esprit. Ce que fîmes avec Lightnin' sur Richelieu, et bien nous marrâmes, plus radicalement émus et "instruits" et vivants . . .

Ensuite, retour en train, "dans l'affection et le bruit neufs". . .

pourriture & cie (suite)

Le 21 mars 66, 13 heures, canal 12. C'est une version atrocement mutilée du film magistral d'Hitchcock STRANGERS ON A TRAIN que télédiffuse CFCF-TV; manque, entre autres, juste avant la fin du film, toute la scène, essentielle, durant laquelle le meurtrier laisse tomber le briquet (pièce à conviction qui peut lui servir pour faire accuser un autre que lui, l'assassin présumé) dans une bouche d'égout, et tente désespérément de le récupérer, alors que pressé tragiquement par le temps : toute la fin du film reposant sur cette course contre le temps des deux protagonistes est ainsi entièrement **faussée.** Dénaturation d'autant plus criminelle qu'il s'agit d'une somme américaine d'une rigueur exemplaire, analyse la plus implacable et la plus probante des mécanismes sociaux les plus inéluctables et des impuissances psychiques les plus dévastatrices découlant du système capitaliste, toute vie quotidienne par un tel système conditionnée quels que soient buts, comportement, "bonne foi" des individus; sans rien dire de la fascinante beauté de cette oeuvre d'art parmi les plus grandes de notre temps. Le 8 avril 66, 13 heures, canal 12. C'est une version atrocement mutilée du film magistral de Mankiewicz ALL ABOUT EVE que télédiffuse CFCF-TV ; manque, entre tant d'autres et jusqu'à rendre incompréhensible la progression d'une intrigue dont les ressorts psychologiques sont dévoilés plan par plan littéralement, la scène fameuse de la réception pendant laquelle s'exhibe en starlette très débutante Marilyn Monroe, qui révèle ainsi le pouvoir sur le monde du théâtre du critique interprété par George Sanders (indication sans laquelle la fin du film doit pas mal désorienter). C'est la seule scène de Marilyn Monroe dans ce film, au générique duquel son nom est mentionné en petit et au bas d'une liste comportant maints autres noms. Avant ce générique, un annonceur du 12 prévenait le téléspectateur : un film avec Bette Davis, Anne Baxter et Marilyn Monroe. Un film que le 12 télédiffuse ayant coupé la seule scène dans laquelle on puisse voir Marilyn Monroe ! Comme exemple de pourris pris à leurs propres "simplifications", on peut difficilement imaginer mieux ! Il n'y a vraiment plus rien à dire, sinon : dirty stupid pricks. Quand on pense à l'intelligence supérieure et la sensibilité inouïe de Mankiewicz, faisant l'un des films les plus extraordinaires dans l'histoire du cinéma, et c'est aussi l'essai le plus en profondeur, à la fois le plus émouvant et le plus inattaquable, sur le monde du cinéma et la psychologie de la femme — un témoignage unique sur cinéma et femme, comme jamais l'un et l'autre démystifiés, jamais "mieux" aimés (jusqu'à, quatre ans plus tard, BAREFOOT CONTESSA, du même Mankiewicz, puis, treize ans plus tard, LE MEPRIS, de Godard) ! . . . C'est à vomir. Emu, et parfois jusqu'aux larmes, seul devant la télévision, en voyant quel film un homme comme Mankiewicz avait fait, je pensais que de telles oeuvres, si rares, donnent encore un peu envie de vivre, d'être dans un monde d'hommes capables de don-

ner autant, contenu et forme. Après avoir vu ce que d'autres hommes font d'une telle oeuvre, je me dis que jamais je n'ai été moins prêt à ruser, à ménager, à faire de la diplomatie, de la stratégie, à "jouer le jeu" quand c'est un jeu que ne peuvent si évidemment gagner que nullités et ordures. Sentiment qu'accroît péniblement et terriblement la lecture de la chronique de Philip Deane en page 2 de "La Presse" ce même 18 avril, à propos de patrons et créateurs à Radio-Canada et leurs fonctions "véritables" respectives. A faire vomir ! Dans certaines structures d'une société capitaliste aucun accommodement n'est possible, aucune "politique" ne servirait à rien. Je comprends qu'on suppose une telle "réaction" proche d'un anarchisme douteux — je demeure convaincu qu'il faut réfléchir à ces cas de "force majeure", d'un point de vue marxiste-léniniste, avant qu'il n'y ait plus de marxiste-léniniste que le gauchisme... Qu'on se méfie des films présentés au canal 12, ce ne sont pas forcément les films annoncés. Une "politique" **Pourriture & Cie...**

Si, parce que l'entreprise, nécessaire, existe et qu'il la faut alors soutenir inconditionnellement "presque" le silence fut légitime après bien des erreurs ou des abus, cette fois il faut dénoncer une dénaturation inadmissible, avant que les responsables se croient autorisés à tromper **un public minime mais fidèle et sans lequel il n'y aurait pas de Cinémathèque canadienne** (laquelle, je pense, je n'ai jusqu'alors que tenté de soutenir par bien des moyens). Après que la Cinémathèque canadienne l'ait présentée l'an dernier, la même, en noir et blanc, soulevant l'ire de plusieurs spectateurs qui s'indignèrent alors soit pendant soit après la projection, cette même Cinémathèque a osé reprojeter une copie en noir et blanc le 14 mars dernier de l'extraordinaire testament de Jean Grémillon ANDRE MASSON ET LES QUATRE ELEMENTS, un document unique sur genèse et prolongements d'un art moderne autant que la réflexion la plus intransigeante et la plus chaleureuse sur le besoin d'intégration de l'homme à un monde avant que d'en témoigner, au moyen d'un "personnalisme" qui renvoit plus profondément à une totalité d'en être extrait, "en toute connaissance de cause" au lieu que de l'extérieur — essai sur le peintre et son modèle qui en fait aussi le plus émouvant et le plus indispensable constat qu'ait pu communiquer un cinéaste français communiste sur le pourquoi et le comment de son art, existentiellement, l'existence précédant la politique. Ce film n'est ce film qu'en couleur. Grémillon a fait de la couleur la matière à filmer. Une fois, passe encore ! Ce film-là, en noir et blanc ! On veut bien avaler que ce fut une erreur, que ce soit une négligence dûe à la somme écrasante de travail à faire à la Cinémathèque, aux difficultés d'approvisionnement d'une Cinémathèque canadienne, que sais-je ? Mais une seconde fois ? On en a marre, qu'on tente de nous faire avaler pour oeuvres des copies les défigurant, sinon les niant. Un canal 12, on s'en serait douté. C'est rare qu'on ramasse des joyaux dans une poubelle. Mais la Cinémathèque ? Une **Cinémathèque** peut fournir quelles explications acceptables d'un tel massacre, ainsi répété ? Faudra-t-il qu'on se méfie des films présentés à la Cinémathèque canadienne, qui ne seraient pas forcément les films annoncés ? Une "politique" **Pourriture & Cie...?**

fonctionnaires, officiels, auteurs

S'il appartient aux cinéphiles d'en **décider,** de ce qu'il faudra attendre de la Cinémathèque canadienne, puisqu'il leur suffit de "manifester" aux responsables leur inquiétude lorsque abusés par une Cinémathèque, une Cinémathèque dont l'une des fonctions premières est de **faire respecter** les films qu'ont fait leurs auteurs, le directeur de cette même Cinémathèque, monsieur Côté, lui, est seul à décider quelle attitude

il entend avoir dans une situation extrêmement détériorée au sein de laquelle sont particulièrement malmenés les cinéastes canadiens français. On s'explique mal toutefois que le directeur d'une Cinémathèque semble si parallèle à un Philip Deane, celui-ci avocat de Radio-Canada, Côté celui de l'O.N.F., l'un et l'autre employés de l'un et l'autre organismes — et pas besoin de dessin : on comprend quelle politique veulent défendre ces messieurs lorsque "a lieu" une lutte pour l'indépendance canadienne française. De certaines déclarations de M. Côté dans "Le Devoir" fin mars (il ne faudrait pas croire les cinéastes qui se plaignent, n'importe qui pourrait faire à l'O.N.F. PIERROT LE FOU ! ! !), je ne dis rien ici : je renvoie au **Cahier du cinéma** 176 et au numéro spécial cinéma de la revue "Liberté". Dans le **Cahier du cinéma** 176, à l'intérieur d'un bilan nouveau cinéma canadien français dont je suis fier, s'expriment, **s'expliquent** les auteurs de films canadiens-français, ceux qui font des films qui en sont, Michel Brault, Gilles Groulx, Claude Jutra, Arthur Lamothe, Jean-Pierre Lefebvre. Je cite M. Côté et dis ce que j'en pense, par rapport à contexte et actualité, et cinéma, dans le numéro cinéma de "Liberté".

Non, ce n'est pas vrai qu'on puisse "s'arranger" avec des fonctionnaires au service d'un pouvoir pour que la collectivité soit avertie de ce que font des créateurs. Lorsque ces fontionnaires sont de plus des "officiels", il est sûr que ce sera d'autant plus au détriment des créateurs — et, corrélativement, au détriment de la collectivité. Voilà ce qu'il faut absolument que nous comprenions, avant que la gangrène nous paralyse. Dans le monde de la corruption dans lequel nous vivons, et ceux au pouvoir ne font pas tellement d'erreurs, il serait temps que nous nous méfiions de toutes les séductions apparentes, de tous les séducteurs : sinon, nous nous faisons nous-mêmes les agents de cette corruption, faute de rigueur.

D'ailleurs, comme ici ailleurs . . .

Je pourrais tout aussi bien renvoyer le lecteur au "Nouvel observateur" 73, pour qu'il y lise en pages 38-39 certaine lettre à André Malraux d'un certain Jean-Luc Godard ; et je demande qu'on réfléchisse : qui **sert** cinéma et "gauche," au-delà de toutes les apparences qu'on voudra ? Quant au "Nouvel observateur" 74, et à propos du même sujet qui motiva la lettre de J.-L. G., c'est-à-dire l'interdiction du film de Jacques Rivette d'après la nouvelle de Diderot, LA RELIGIEUSE, interdiction qu'auraient obtenue essentiellement clergé et associations parallèles de droite, on y lira avec profit une analyse remarquable de Michel Cournot, qui dit exactement comment s'y prend l'Eglise, à commencer par la soi-disant "progressiste" — une analyse dans laquelle il est instructif de retrouver cité certain cardinal Léger, de Montréal . . .

d'un ailleurs ici

Il me paraît essentiel, dans cette chronique, d'indiquer où à Montréal entendre du jazz, qu'un Dor et un Lefebvre ouvrent de nouvelles perspectives à chanson et cinéma canadiens français, quels disques d'un Lightnin' Hopkins il faut surtout écouter, pourquoi il faut se méfier de la programmation films de certains postes de télévision (voire d'une Cinémathèque) et surtout si je peux ce faisant souligner aussi importance et beauté de films qu'il faudrait tellement mieux connaître.

Tranquillement faire l'inventaire des pièces jouées mois après mois dans les théâtres montréalais (et presque sûrement plus à l'affiche lorsque paraît **parti pris** — les films, eux, repassent souvent), l'entreprise me paraît vaine, stérile. Surtout si je ne pense guère de bien de ces pièces telles que présentées ici.

Ce que je voudrais faire, exclusivement, c'est signaler un ailleurs ici au quotidien, des interprétations modifiant la quotidienneté vécue ou pouvant inciter à la modifier. Si **critique** il y a, qu'elle n'existe qu'en fonction d'une praxis qui nous importe et

des interventions possibles à différents degrés.

Il faut voir le grand oeuvre d'un artiste exemplaire déchiré entre souveraineté de l'homme de coeur et problématiques marxistes, SANDRA, de Luchino Visconti, à l'Elysée. Et LES AMOURS D'UNE BLONDE, de Milos Forman, l'un des meilleurs films d'aujourd'hui, l'un des rares indiquant ce que sera demain le meilleur cinéma, Elysée aussi. En attendant de voir, au Dauphin, PIERROT LE FOU...

Je suis de plus en plus persuadé que morale et écriture, au niveau de l'individu comme à celui de l'éthique révolutionnaire, ne sont discutables qu'une fois lu ce livre dévorant et génial d'Aragon qu'est "La mise à mort".

Dérive assez passionnante un après-midi dans les couloirs de la station de métro "Pell". Une architecture d'une sorte d'aérodynamisme souterrain assez remarquable; dans ce futurisme aussi comme un hiératisme... C'est une construction Papineau-Gérin-Lajoie-Leblanc, Louis Papineau le principal responsable. Une "décoration" Mousseau, de murales rondes en briquette de céramique faite par Claude Vermette. Murales comme des objets-hublots, qui pivotent presque sur leurs couleurs, la rotation suggérée par l'assemblage des stries de couleurs et le grain, une mitraille presque, de la briquette — bel exemple de fusion des teintes et la matière, selon l'ordre créé, animé par le peintre. Plusieurs de ces murales, dans de longs couloirs ou sur les murs le long des quais, ont une sorte de reflet sur le sol, d'une luminosité plus terne, moins solaire, comme si l'incandescence avait été déjà absorbée en partie par le sol, effacée par la marche. Murales et ces reflets sont disposés selon un ordre admirablement adéquat au complexe architectural. Il y a à la fois accord le plus fonctionnel avec l'abstrait de la station, son mécanisme, et onirisme, celui-ci le fait d'harmoniques qui fascinent assez, renouvelées en chaque tache ronde comme un éclatement de rayons aux couleurs de combustion typiques de Mousseau. L'intégration de ce "décor" et ses pouvoirs sur l'oeil et l'imaginaire à l'architecture, les fonctions de la station, et même le consensus de l'itinéraire qui s'y déroule, permet de créer à même l'utilitarisme de l'endroit et la situation une bien captivante esthétique — et c'est dire déjà une éthique, le visible conçu par rapport à la quotidienneté, la pratique de celle-ci déclenchant alors le vu qui la modifie dans son processus même. Ainsi fait-on **une cité vivable.** Ce qu'on ne fait que trop rarement: le mérite des constructeurs en est d'autant valorisé.

Il y a le samedi soir (22 heures, canal 12), une heure de "variétés" qui est sans doute la meilleure heure de variétés pour/à la télévision. Mise en scène, rythme, images absorbent; au divertissement pur — qu'on ne saurait négliger s'il est réussi — s'ajoute la qualité strictement télévisuelle de l'entreprise. THE DEAN MARTIN SHOW. Nul doute que la personnalité de Dean Martin y est pour beaucoup, à la base de la facture de cette heure bien satisfaisante. (J'ai revu récemment LIVING IT UP et PARDNERS, qui sont moins des films de Norman Taurog que de Dean Martin et Jerry Lewis: quelles oeuvres cinglantes et superbes! et comme PARDNERS — 1956 — réduit à une petitesse de maniaques des gadgets bon marché les admirateurs d'un CAT BALLOU d'un si mauvais goût, avec son cabotinage sans rien de sensible d'un Lee Marvin auquel va parfaitement son "Oscar"!) — il y eut ce duo parfait d'un terrorisme romantique que formaient Martin et Lewis. Aujourd'hui, Jerry Lewis devenu l'auteur de films fabuleux qu'on sait, Dean Martin crée un précédent à la télévision, exagérant exprès une décontraction, voire une "ivresse" qui vont à l'encontre de cet académisme et cette frigidité toujours "de rigueur" dans les "shows" pour le petit écran. Quelle

aisance, quelle insolence, mais une qui n'est pas sans un perpétuel clin d'oeil du meilleur sentimentalisme! L'effronterie est au second degré une sorte de rébellion d'une bien saine virilité en cet univers en plastique. Et puis, quelle gueule! Une qu'a drôlement ravagée la vie. Certains gros plans me réjouissent, m'émeuvent aussi, qui me donnent envie d'avaler un verre de rhum ou de tequila, créée par l'image cette sorte de complicité que ne connaissent et vivent que ceux qui aiment l'alcool et en font un signe, pour des fêtes entre camarades, et des solitudes, l'image qui jette à la figure les rides, les cernes, les rugosités et les tensions nerveuses de la figure d'un qui a beaucoup bu, qui a drôlement intensément vécu, qui a encaissé assez pour se bien marrer et dire merde mais avec cette élégance qu'on n'apprend qu'à la vivre, pas dans salons ou cours d'art dramatique. C'est autre chose que les faciès de poupées aseptisées, de playboys gominés ou de vieilles rombières minaudantes sous des livres de maquillages atroces, cette gueule de Dean Martin! L'image fait évident un humain de la sorte que j'aime, humain pour l'avoir vécu, **s'y être exposé,** d'où les marques, qui servent d'identité. Celle que j'aime voir des hommes avoir. Et c'est ce qu'on voit le moins à la télévision, bien sûr, ce médium de communication extraordinaire, mais pour l'instant seulement le dépotoir où étalent leurs "leçons de choses" déplorables gangsters honorables, commerçants parvenus et les innombrables guignols minables à leur service pour des gains faciles qu'ils ne pourraient envisager ailleurs. Dean Martin s'y comporte **par effraction.** Avec une gueule irremplaçable (comme celle de Mitchum au cinéma), et ce style "cool" aux gags dévastateurs savoureux qui donne à son programme cette **personnalité** si attachante, d'agression la plus naturelle et la plus juste. Dean Martin, comme RIO, BRAVO . . .

patrick straram

marginales

l'âge d'or des chanoines

Voici quelques petites citations, qui remontent à 1947. Le "Comité Permanent de la Survivance française en Amérique" publiait alors un bulletin intitulé "Pour survivre"; dans le Vol. VIII, No 1, M. le chanoine Jean Bergeron y publie un texte intitulé "Notre survivance par la terre". Cette publication, et ce "comité permanent de la survivance, etc.", étaient sous les auspices de l'Université Laval. Qu'on se souvienne qu'à cette époque, d'autres en étaient au Refus Global . . .

"Notre premier hommage doit s'adresser à l'Eglise qui, depuis la création, a encouragé l'agriculture."

"L'Eglise a hérité de Dieu cette condescendance envers les agriculteurs. C'est elle qui, par ses moines, a défriché la France, l'Allemagne et une grande partie de l'Angleterre. C'est elle qui a civilisé l'Australie par la croix et la charrue."

"Si vous parcourez la Palestine, le berceau de l'humanité et le berceau du christianisme, vous y rencontrez des populations pauvres et misérables, dans un pays pourtant très fertile, une terre où cou-

laient autrefois le lait et le miel, au témoignage de l'Ecriture sainte. (. . .) . . . lors de la dédicace du temple, Salomon put sans priver son peuple immoler vingt-deux mille boeufs et cent mille brebis. (. . .) Ces peuples ont oublié ce que Dieu leur avait dit par Moïse. Ils ont supprimé les sacrifices au vrai Dieu . . . L'idolâtrie a engendré la ruine matérielle." (N.B.: Cette page sublime est illustrée : la photo d'un champ plein de vaches, avec la légende : "J'ai deux grands boeufs dans mon étable". Photo C.N.R.)

". . . du temps de saint Augustin, il y avait huit cents évêques dans l'Afrique du Nord, ce qui permet de conclure que les chrétiens étaient très nombreux. On y rencontrait de grandes villes alors florissantes, comme Timgad et Lambèse, aujourd'hui disparues sous les ruines de l'Eglise et de l'agriculture. En 1830, lors de la conquête de l'Algérie, il n'y avait plus d'évêques ni de chrétiens; par contre des milliers de captifs languissaient dans les prisons . . . (. . .) Quant au bas peuple, dégueniillé et pouilleux, il vivait dans la misère et les souffrances. (L'Afrique du Nord) s'est relevée de ses misères dès que l'Eglise et l'agriculture ont pu y pénétrer."

"Les plus âgés ont-ils oublié ce que notre peuple doit à l'Eglise et à la terre ? Le bruit de la radio, les sirènes des manufactures et les klaxons de l'auto leur couvrent-ils la voix de la terre qui appelle ses enfants à grands cris, eux qu'elle a sauvés de la ruine. Les empêchent-ils d'entendre la voix de la vache ?"

". . . recommencer dans ces régions lointaines les gesta Dei per Francos, *pour la plus grande gloire de Dieu et de son Eglise, pour le maintien de la vraie civilisation dans l'Amérique du Nord, la civilisation chrétienne et agricole, la seule qui nous sauvera."*

p.m.

le thème de la parade

Le thème de la parade de la Saint-Jean-Baptiste, cette année, *"Les Canadiens français à l'étranger"*, nous promet d'être le chef-d'oeuvre des déroutes: "Le père Lévesque entre deux Watusi", "Le Dr Lemieux guérit une amazone", "Maurice Richard honoré par les Tchèques", seront les sujets glorieux de chars allégoriques décorés à l'ancienne.

Bien sûr le comité des thèmes de la parade n'a jamais compris ce qu'était une allégorie: cette fois-ci c'est le comble puisqu'il demande aux chars d'être les séquences d'un long documentaire sur les Canadiens à l'étranger; Maurice Richard est un thème patriotique, un mythe, et l'on peut en tirer des merveilles; mais Maurice Richard honoré par les Tchèques, c'est de l'anecdote. L'année prochaine, pour l'Expo 67, la grande parade de la St-Jean-Baptiste, plutôt que de faire un effort d'originalité, aura comme thème: les néos. Des chars ethniques, et des groupes de folklore...

La parade de la St-Jean-Baptiste s'appelle, au fait, le défilé de la Saint-Jean, mais c'est un *défilé des vaincus*... jamais dans le monde a-t-on vu une démonstration patriotique aussi terne. Cela s'explique: cette démonstration se fait dans la tristesse, et sous l'oeil du *vainqueur*.

Une parade patriotique qui n'est pas une explosion de joie devient l'expression craintive d'une volonté de survivance. La parade de la St-Jean-Baptiste, c'est la revanche doucereuse des berceaux. Et le seul moment où elle risqua de se transformer fut lorsque les drapeaux du Québec, mis en scène par Buissonneau, portés par Reggie et ses camarades, s'abaissèrent faisant la nique, devant l'estrade officielle, en 1964.

Juin. L'été, l'anniversaire de quoi? Le mouton est mort, vive le Québec? Juin, le 24, anniversaire de quoi ? De rien. Fête de qui? Du peuple?

S'il est une manifestation, un rituel, à *nationaliser,* c'est bien la "parade" du 24 juin, pour en faire un moment de fierté, puisque c'est devenu (ou resté) le *défilé des honteux.*

Le 24 juin, fête du Québec. Ce serait déjà mieux, et à deux jours près M. Lesage pourrait s'imaginer qu'il rappelle l'anniversaire de sa prise du pouvoir, en 1960.

A Cuba, à Paris, à New York, un défilé, une parade, sont des manifestations positives. Le défilé de la St-Jean, visuellement, émotivement, patriotiquement, n'est qu'une grande déroute.

C'est au Québec à le prendre en main: quand Jean Duceppe inventa *"La fête dans l'île"* ce fut — orage y compris — un grand moment. C'est que Duceppe se tient debout: la fête qu'il fit effraya les vieillards, elle ne fut pas renouvelée. Mais Duceppe a fait la preuve que ceux à qui le défilé de la St-Jean avait appris à baisser la tête savaient la relever, quand on les en priait.

Nationaliser une fête nationale: voilà l'absurde auquel nous réduit une situation de colonisés.

i.g.

on a notre voyage

"Murielle Beaudoin se croit la plus chanceuse des Québécoises. Elle a été choisie par la Commission du Centenaire pour aller passer une semaine dans une famille de Cranbrook, en Colombie-Britannique. Un voyage de plus de trois mille milles, entièrement payé par la Commission et les provinces, n'est-ce pas extraordinaire? Mais ce n'est pas tout. Une équipe complète de l'Office national du film a fait le voyage avec elle et a filmé toutes les scènes dont elle voulait garder un souvenir. Quelle chance incroyable!"

"Murielle Beaudoin n'était pas la seule Canadienne choisie par la Commission du Centenaire. Durant ce même été, six cents jeunes Québécois ont aussi fait un voyage semblable."

"Durant ce voyage, Murielle a fait toutes sortes de choses qu'elle n'avait jamais faites avant. Il me semble que d'avoir vu tant de pays, *nous dit-elle,* je suis un peu moins niaise, un peu plus délurée. Ma mère m'a dit que j'étais plus épanouie qu'avant mon voyage. Je me sens plus à l'aise, en tout cas, plus intéressante . . . j'ai tellement de choses à raconter. *Ce récit enthousiaste de Murielle ne justifie-t-il pas tous les efforts de la Commission du Centenaire?"*

Parents, faites déniaiser vos enfants en les envoyant dans une province de langue anglaise, la Commission du Centenaire se tient à votre disposition!

Peut-on imaginer plus chanceux que les Québécois?

Commission du Centenaire, O.N.F., Radio-Canada. Que vous faut-il de plus? Les fédérastes en sont à justifier leurs amitiés particulières par l'éducation des petites filles du Québec! Et Radio-Canada télédiffuse le film d'un Ron Kelly un dimanche 1er mai! *Bonne fête des travailleurs!*

Les extraits ci-dessus, pas signés, sont empruntés à l'une des publications d'"Ici Radio-Canada" qui remplacent la défunte "Semaine à Radio-Canada" et qui sont en vente chaque mois dans la plupart des kiosques. Quelle chance incroyable, pour nous, le film VOYAGEURS DU CENTENAIRE et une "information" à son sujet aussi explicative . . .

Je tiens pour bien malade qui n'a pas la nausée en découvrant ce "journalisme", et en découvrant que les journalistes de Radio-Canada ont désormais cinq publications par mois pour étaler leur propagande sournoise et confortable dans l'abjection.

Titre de la publication d'"Ici Radio-Canada" dans laquelle on peut lire de telles notes — vol. 1. no. 1. 20 avril - 20 mai —: CULTURE - INFORMATION.

Goebbels, ça vous dit quelque chose?

Les voyages forment la jeunesse . . .

p.s.

gerda à l'expo ? (suite)

Si le bateau du Drapeau olympique est bien en berne après son petit Munich à lui, Montréal a toujours à être l'an prochain une Terre des Hommes.
Comme on peut le voir.

p.s.

les fondements scientifiques de la colonisation

"Il est préférable d'enseigner une langue seconde avant que l'enfant ne s'en rende compte." Cette déclaration d'un certain "Lambert," professeur à . . . l'université McGill, a été relevée par un journal de Terre-Neuve ("The Western Star") dans un article que cite "La P . . ." du 28 février. Selon le savant professeur, "que ses études des langues et de la psychologie ont conduit dans plusieurs continents", les bilingues auraient un quotient d'intelligence supérieur et seraient plus compétents que les autres. Il est sans doute utile d'ajouter que le professeur Lambert avait fait subir des tests à des produits "supérieurs" de l'humanité : des diplômés de . . . McGill.

Tout cela est fort vraisemblable. Tout autant d'ailleurs que serait le résultat de tests visant à démontrer que les individus de classes aisées, ayant poursuivi des études avancées, ont un quotient intellectuel supérieur à ceux qui n'ont pas un quotient de portefeuille très élevé.

Ce ne sera pas la première fois que des recherches scientifiques (dont il faudrait, bien sûr, vérifier le sérieux) servent de caution à une idéologie politique. Car la théorie Lambert n'est qu'un chapitre de plus du **"penfieldisme"** ou théorie généralisée du bilinguisme comme méthode d'assimilation savante du colonisé par le colonisateur. Le "Western Star" en témoigne d'ailleurs sans équivoque lorsqu'il commente : "quelque chose de neuf est venu s'ajouter récemment au débat sur le bilinguisme et le biculturalisme".

Je ne sais s'il est jamais venu à l'esprit supérieur des Penfield, Lambert et cie de faire la distinction, point trop savante pourtant, entre bilinguisme individuel et bilinguisme collectif (1). Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que l'acquisition d'une langue seconde constitue, **normalement,** un enrichissement culturel. Mais faut-il l'être, grand clerc, pour ne pas saisir que pour un individu dont la langue maternelle est en voie d'abâtardisation, de dégradation avancée, l'apprentissage d'une "langue seconde," imposée par les pressions d'un milieu qui menace la première, ne fait que précipiter l'incohérence linguistique et même langagière dont il est affecté "avant qu'il ne s'en rende compte" ? On donne à celui qui a, on ne donne rien à celui qui n'a pas. Le produit supérieur de l'humanité qu'est un diplômé de McGill jouit, "avant qu'il ne s'en rende compte" d'un apprentissage structuré de sa langue maternelle ; il ne court pas grand risque à devenir polyglotte. Le professeur Lambert aurait peut-être avantage à poursuivre ses expériences à Saint-Henri ou dans les quartiers de l'est ; il arriverait peut-être à des conclusions fort différentes. Il découvrirait peut-être, incidemment, que la science du colonisateur sert **aussi** à démontrer que le colonisé est forcément dans l'erreur (ce que P.E.T. et les frères Breton ont compris depuis longtemps).

p.c.

---

(1) Qui est l'unilinguisme du plus fort.

courrier des lecteurs

Montréal, le 31 mars 1966

Rédaction de Parti Pris

(. . .) je pense que le cadre national d'une éventuelle révolution aurait ici plus d'importance qu'ailleurs étant donné que ce cadre a été trop longtemps refoulé et non reconnu. Toutefois, il me semble que cette insistance se fasse au détriment d'une perspective internationaliste, qui, il me semble, devrait être plus présente dans une revue d'inspiration marxiste. D'autant plus qu'en terre d'Amérique du Nord, nous

avons assez peu d'occasions de percevoir des façons de vivre et des modèles sociaux qui ne soient pas pourris par le capitalisme. Dans le numéro de novembre 1964, vous annonciez pourtant une chronique internationale... Les socialistes québécois auraient intérêt, il me semble, à être plus sensibilisés aux problèmes actuels que rencontrent des sociétés qui se veulent socialistes, ainsi qu'aux solutions qu'elles y apportent. (...)

En second lieu, je reprocherais à la revue de ne pas assez fournir au lecteur qui, comme moi, n'est pas très instruit, des éléments de culture marxiste. En ce sens il me semblerait important d'ajouter aux articles de brèves références bibliographiques qui nous indiquent les principales approches marxistes du sujet... Aussi, certaines réflexions sur des ouvrages marxistes fondamentaux m'apparaissent comme des moyens adéquats d'encourager et de guider le lecteur vers une meilleure connaissance du socialisme. (...) Dans cette perspective, j'espère un jour de la revue un numéro spécial sur les problèmes du marxisme contemporain (son évolution, son image, et les limites de son application et de sa validité). Ca répondrait à un besoin d'information et de réflexion sur les outils et les cadres de références que des militants utilisent quotidiennement...

bernard normand

Voilà des critiques bien fondées. Une seule réponse: nous avons bien essayé. Nous avions annoncé une chronique internationale, et aussi une section "exposés". L'absence de l'un comme de l'autre tient, en partie à un manque de personnel, à une équipe trop réduite, et en partie à la présentation de la revue, à sa formule rédactionnelle. Les thèmes prennent trop de place dans chaque numéro, il ne reste plus de place pour le reste; et il est impossible de bien traiter d'un thème en moins de pages; et d'autre part, il serait dommage d'éliminer les thèmes, qui sont un bon moyen d'investigation. Alors? Nous cherchons actuellement une formule qui permettra de donner plus de place aux éléments proprement "revue" dans parti pris, *à côté des éléments "monographie". A côté des thèmes, il faudra faire place à certaines "constantes": le socialisme et ses problèmes dans le monde, l'idéologie marxiste, et d'autres, comme les structures du néo-capitalisme (structures étatiques-juridiques, industrielles, sociales, etc.), le socialisme et la vie quotidienne (que serait une société socialiste au Québec? logement, transport, famille, loisirs, etc.). Je crois que cela se ramène à trois grands domaines de recherches: critique du système actuel, mais critique analytique et non a priori; étude des moyens de le changer, idéologie et moyens d'action; et prospective sur le monde à inventer. D'une façon ou d'une autre, ces "constantes" apparaîtront dans la revue au cours des prochains mois.*

pierre maheu

P.S.: Laissez donc faire le "pas très instruit": une lettre aussi juste dans ses critiques témoigne du contraire. Les gens instruits, ce sont ceux qui travaillent à se transformer eux-mêmes pour transformer une société pourrie. Les seuls non-instruits, ce sont ceux qui se laissent mystifier.

Ont participé à la rédaction des marginales dans ce numéros : paul chamberland, jacques godbout, pierre maheu, patrick straram.

la barre du jour

revue littéraire bimestrielle

ce mois-ci, des textes de claude bélisle ● paul bracque ● nicole brossard ● andré cassagne ● paul chamberland ● jean-guy charbonneau ● antoine claudel ● raoul duguay ● jean-yves théberge ● michel tremblay ● michel van schendel ● et des lettres inédites de albert lozeau présentées par yves de margerie

abonnement: $3.75

4915, rue Coolbrook, Montréal

LA CHINE

Tenez-vous directement informés de ce qui se passe en Chine. Abonnez-vous aux revues :

PEKIN INFORMATION

Revue hebdomadaire des nouvelles et du point de vue de la Chine, et envoyée par avion aux abonnés dans le monde entier.
Copie : .10 un an : 4.00 2 ans : 6.00

LA CHINE

Magazine mensuel richement illustré, montrant la construction du socialisme en Chine. la vie de ses multiples nationalités et leur riche culture.
Copie : .30 un an : 3.00 2 ans : 4.50

LA CHINE EN CONSTRUCTION

Magazine mensuel illustré et traitant des domaines économique, social et culturel.
Copie : .30 un an : 3.00 2 ans : 4.50

Catalogue sur demande

CHINA ARTS & CRAFTS

33 East Hastings St.
Vancouver 4, B. C.

Bulletin de commande — volumes déjà parus

éditions **parti pris**

Veuillez me faire parvenir les titres suivants :

- ☐ **la ville inhumaine,** roman de Laurent Girouard **$2.00**
- ☐ **le cassé,** nouvelles de Jacques Renaud **$1.00**
- ☐ **le cabochon,** roman d'André Major **$1.50**
- ☐ **l'afficheur hurle,** poème de Paul Chamberland **$1.50**
- ☐ **la chair de poule,** nouvelles d'André Major **$1.75**
- ☐ **la nuit,** roman de Jacques Ferron **$1.50**
- ☐ **pleure pas, germaine,** roman de Claude Jasmin **$1.75**
- ☐ **journal d'un hobo,** de J.J. Richard **$2.50**
- ☐ **carnets politiques,** de Jean-Marie Nadeau avec une préface de René Lévesque **$2.00**
- ☐ **sonnets archaïques pour ceux qui verront l'indépendance** de Jean-Robert Rémillard **$1.00**
- ☐ **papa boss,** roman de Jacques Ferron **$1.50**

Nom . . . . . .

Adresse . . . . . .

Ville . . . . . .

Ci-joint un ☐ chèque, ☐ mandat de poste, au montant de . . . . . .

Faire parvenir ces bulletins à **Les éditions parti pris,**
C.P. 149, Station "N", Montréal (18)

BULLETIN D'ABONNEMENT

PARTI PRIS

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de ☐ six mois, ☐ un an, à **PARTI PRIS**, à partir du numéro de ..... **196**..
Ci-joint un ☐ chèque, ☐ mandat-poste, au montant de .....

TARIF : Abonnement	ordinaire	de soutien	outre-mer (avion)
six mois (6 nos)	$3.00	$ 6.00	$ 6.00
un an (12 nos)	$6.00	$12.00	$10.00

....., le ..... **196** .

(Signature)

Nom .....

Adresse .....

Ville .....

Profession .....